

UNE FEUILLE DE ROUTE MULTISECTORIELLE MISE EN PLACE

Cap sur les cultures stratégiques au Sud

La sécurité alimentaire, véritable fer de lance du second mandat du président Abdelmadjid Tebboune, se transforme en un chantier d'envergure nationale. Une vision qui prend déjà forme sur le terrain, avec un objectif clair: transformer le désert en une nouvelle Californie. Véritable futur fleuron de notre agriculture, le Sud Algérien est l'objet de toutes les attentions et pour concrétiser cet objectif, une feuille de route multisectorielle a été élaborée lundi au ministère des finances, visant à mettre en place des mesures supplémentaires au profit des investisseurs dans le domaine du développement des cultures stratégiques dans les wilayas du Sud. P 3



LE MINISTRE DU COMMERCE
RASSURE :

**«L'Etat va inonder le
marché en café»**

Le ministre du Commerce et de la Promotion des Exportations, Tayeb Zitouni, a rassuré les citoyens que des mesures importantes ont été prises par l'Etat pour inonder le marché national de café. Cette décision a été prise, explique-t-il, suite aux désengagements de certains transformateurs et importateurs qui n'ont pas alimenté le marché en quantités suffisantes de café.

P 2

PROJET DE LOI DE FINANCES
2025

**Réduire le déficit
par l'optimisation
fiscale et
l'investissement**

Dans le cadre de la gestion des finances publiques, la réduction du déficit budgétaire constitue une priorité essentielle pour assurer la stabilité économique du pays. Selon la loi de finances 2025, le déficit est projeté à 8 500 milliards de dinars, soit 49 % du budget national. Face à cette situation, il devient impératif de prendre des mesures pour redresser les finances publiques. Le gouvernement se voit ainsi interpellé sur la nécessité de diversifier ses sources de revenus, comme l'a souligné Seddik Bakhouch, membre de la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN).

P 5

ALGÉRIE/ROYAUME-UNI

**Les opportunités
d'investissement,
thème d'un Forum à
Londres**

Un forum sous le slogan "Algeria is open for Tourism" (l'Algérie est ouverte au tourisme), a été organisé par l'ambassade d'Algérie à Londres, en collaboration avec le Conseil d'affaires algéro-britannique (ABBC), en présence de spécialistes et tour-opérateurs algériens et britanniques.

P 3

RÉUNION MINISTÉRIELLE DU GROUPE
MONDIAL POUR L'ÉNERGIE DE FUSION

**Le ministre
de l'Energie aujourd'hui
à Rome** P 2

INTRODUCTION DES SOUKOUK
DANS LE PLF 2025

**Une innovation
pour le financement
des infrastructures** P 5

MÉTAUX PRÉCIEUX

**Stabilité des prix
de l'or** P 4

PÉTROLE

Le baril de Brent à plus de 75,5 dollars

Les cours du pétrole se sont légèrement redressés, mardi, porté par l'incertitude sur l'issue de l'élection américaine et la prolongation des coupes volontaires de production de pétrole de huit membres de l'Opep+. Avant midi, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en janvier, prenait 0,60% à 75,53 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en décembre, gagnait 0,60%, à 71,90 dollars. "L'attention est naturellement portée sur la course à la présidentielle", affirment des analystes. En outre, huit membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses alliés (Opep+) ont annoncé dimanche une prolongation de leurs coupes de production de pétrole jusqu'à fin décembre, reportant ainsi la réouverture des vannes face à des cours en berne. Il s'agit de la seconde annonce de ce type, "après avoir déjà repoussé la réintroduction initialement prévue en octobre", rappelle les observateurs du marché. La réintroduction de ce volume doit se faire de manière progressive, à hauteur de 180.000 barils par mois pendant douze mois. Un délai qui montre la volonté de l'organisation d'équilibrer le marché tout en empêchant un effondrement des prix.

LE MINISTRE DU COMMERCE RASSURE :

«L'Etat va inonder le marché en café»

Le ministre du Commerce et de la Promotion des Exportations, Tayeb Zitouni, a rassuré les citoyens que des mesures importantes ont été prises par l'Etat pour inonder le marché national de café. Cette décision a été prise, explique-t-il, suite aux désengagements de certains transformateurs et importateurs qui n'ont pas alimenté le marché en quantités suffisantes de café.

Par Sirine R.

Il a affirmé que l'Etat frappera d'une main de fer et des mesures sévères seront prises contre les spéculateurs. D'ailleurs, il a été décidé d'engager des entreprises publiques, telles qu'Agrodiv, dans le processus d'importation du café. « Depuis la décision du Président de la République de soutenir les prix du café, nous avons veillé à associer les différents acteurs économiques, y compris les transformateurs et les importateurs, dans la préparation du décret exécutif relatif à la fixation et au plafonnement des marges bénéficiaires. Cependant, ces derniers ont manqué à leurs engagements envers l'Etat et les citoyens sur le terrain », a précisé le ministre depuis Constantine, en marge de l'inauguration de la première édition du Salon régional de la production et de l'exportation. Pour lui, la question du café a révélé « le vrai visage de certains transformateurs et importateurs qui ont tenté à bloquer la décision des pouvoirs publics concernant le plafonnement du prix de ce produit, en réduisant leurs importations ». Selon les chiffres avancés par le ministre, les importations de l'Algérie ont chuté de 29 000 tonnes par mois à 3 000 tonnes ! « Les enquêtes préliminaires ont révélé des manipulations de la part de certains opérateurs économiques dans les opérations d'importation et de distribution de café, en introduisant de grandes quantités de café destiné à la transformation sur le marché



noir », révèle-t-il, réitérant, dans ce contexte, l'engagement de l'Etat à préserver le pouvoir d'achat des citoyens en mettant fin aux agissements des intermédiaires et des spéculateurs qui ont dérégulé le marché du café et qui, a-t-il souligné, ont été « localisés ». Et d'ajouter : « Nous avons pris toutes les précautions nécessaires pour garantir la disponibilité du café destiné aux ménages, et celui-ci sera distribué et commercialisé par de nouvelles entreprises ». L'argument de la compensation, poursuite-

t-il, était une excuse pour ne pas appliquer ce qui était stipulé dans le décret exécutif fixant les prix plafonds pour le café, toutes taxes comprises, à 1250 DA/kg pour le café « arabica », et à 1000 DA /kg pour le café « robusta », alors même que « nous avons fourni toutes les garanties pour traiter les dossiers en temps voulu ». Les décisions de soutien au pouvoir d'achat des citoyens, dira le ministre, font partie des priorités des engagements du Président de la République, tant durant son premier qu'au deuxième mandat, et « nous ne permettrons pas que des produits de première nécessité comme le café deviennent un moyen de chantage ». Il est à noter que l'Algérie est considérée comme l'un des gros consommateurs du café. Ses importations s'élèvent à 701 millions de dollars, selon le ministre qui a insisté sur la diversification des importations pour éviter le monopole et ne pas rester dépendant des besoins alimentaires des Algériens. Toujours dans le cadre des efforts déployés pour maîtriser les prix et préserver le pouvoir d'achat des citoyens, l'Etat œuvre à la multiplication des grandes surfaces à travers des investissements nationaux et des partenariats étrangers. Il a fait savoir, à ce propos, que plusieurs marques internationales ont émis le souhait d'intégrer le marché algérien. Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations avait auparavant inauguré le Salon national de la production et de l'exportation qui réunit plus de 120 exposants à la salle Ahmed-Bey (Zénith).

RÉUNION MINISTÉRIELLE DU GROUPE MONDIAL POUR L'ÉNERGIE DE FUSION

Le ministre de l'Energie aujourd'hui à Rome

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, prend part, aujourd'hui mercredi à Rome (Italie), à la réunion ministérielle du Groupe mondial pour l'énergie de fusion (WFEG) relevant de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), a indiqué, hier, un communiqué du ministère. Lors de cette réunion, qui se tiendra au siège du ministère italien des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, le ministre sera accompagné de l'ambassadeur d'Algérie en Italie, du Président-directeur général (PDG) du groupe Sonelgaz et du Commissaire à l'énergie nucléaire (COMENA), a précisé

la même source. Cette réunion de haut niveau, qui sera co-présidée par la Première ministre italienne, Giorgia Meloni, et le directeur général de l'AIEA, Rafael Mariano Grossi, verra la participation de nombreux politiques et représentants des pays participants, de savants, de chercheurs, et de directeurs exécutifs d'entreprises mondiales spécialisées dans le domaine de l'énergie, ainsi que des entrepreneurs et investisseurs et autres. L'objectif de cette réunion est "d'échanger les vues sur les stratégies adoptées pour accélérer le développement et l'expérimentation de l'énergie de fusion, et de débattre des questions prioritaires

liées aux cadres politiques et financiers, au progrès technologique, aux processus de commercialisation et de coopération internationale en vue de développer cette technologie prometteuse afin de fournir l'énergie à faible émission de carbone pour répondre aux besoins croissants en matière de développement ". Plusieurs panels seront organisés sous les thèmes: "Energie de fusion: état des lieux et perspectives" et "Coopération internationale et partenariats public-privé : ouvrir la voie à l'énergie nucléaire de fusion", et autres. L'accent sera mis sur la réalité du paysage mondial de l'énergie de fusion, le progrès réalisé dans les sec-

teurs public et privé, et sur la coopération entre les pays et les industriels, outre les avancées technologiques, scientifiques et en ingénierie, ainsi que l'évolution des infrastructures dans le domaine de l'énergie de fusion, selon la même source. "Le gouvernement italien qui assure la présidence du "G7" en 2024, focalise sur le développement des sciences et des technologies de l'énergie de fusion et les défis mondiaux liés au renforcement de la sécurité énergétique et du développement économique, et s'engage à faire avancer le programme de la recherche sur l'énergie de fusion sur la scène internationale", conclut le communiqué.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

UNE FEUILLE DE ROUTE MULTISECTORIELLE MISE EN PLACE

Cap sur les cultures stratégiques au Sud

La sécurité alimentaire, véritable fer de lance du second mandat du président Abdelmadjid Tebboune, se transforme en un chantier d'envergure nationale. Une vision qui prend déjà forme sur le terrain, avec un objectif clair: transformer le désert en une nouvelle Californie. Véritable futur fleuron de notre agriculture, le Sud Algérien est l'objet de toutes les attentions et pour concrétiser cet objectif, une feuille de route multisectorielle a été élaborée lundi au ministère des finances, visant à mettre en place des mesures supplémentaires au profit des investisseurs dans le domaine du développement des cultures stratégiques dans les wilayas du Sud, notamment en ce qui concerne l'approvisionnement en énergie, l'ouverture de pistes et la fourniture des services de télécommunications.

Par Réda Hadi

L'Algérie vise désormais les cultures stratégiques, celles qui feront de l'Algérie un acteur incontournable de la production agricole mondiale. Pour une agriculture intelligente et durable, rien n'est laissé au hasard. Désormais, il faut pérenniser les bons résultats obtenus. C'est ainsi, que le Sud a été privilégié pour concrétiser cet objectif. L'enjeu est si essentiel que tous les acteurs concernés sont mobilisés, à commencer par les ministres des Finances, de l'Agriculture et du Développement rural, des Travaux publics et des Infrastructures de base, de l'Hydraulique, et de la Poste et des Télécommunications, afin de répondre aux besoins liés aux projets de développement des cultures stratégiques dans les wilayas du Sud.

Aussi, cette décision a été prise lors d'une réunion de coordination tenue au siège du ministère des Finances, en présence des walis d'Adrar, de Timimoun, d'Illizi, d'El Menia, de Ouargla et de Tougourt, ainsi que des cadres des ministères concernés, des représentants d'entreprises publiques et d'institutions telles que Sonelgaz, Algérie Télécom, l'Agence nationale des ressources hydrauliques (ANRH), le Fonds national d'investissement (FNI), les directeurs des instituts techniques concernés, de l'Office de développement de l'agriculture industrielle en terres sahariennes (ODAS) et de l'Office national des terres agricoles (ONTA). En somme la mobilisation est générale, et rien ne sera laissé au hasard.

Dans une allocution prononcée à cette occasion, Cherfa a rappelé les objectifs fixés par le président de la République en matière d'autosuffisance en blé dur et de développement des cultures stratégiques, soulignant la nécessité d'accélérer le raccourcissement des exploitations agricoles au réseau d'électricité et de les désenclaver, mais surtout aplanir les

difficultés rencontrées.

Et de rappeler que des investissements ont débuté au niveau de 94 exploitations agricoles dans les wilayas du Sud, et que certaines d'entre elles étaient déjà entrées en phase de production.

Parmi les difficultés, il y a les crédits bancaires, pour lesquels il a été décidé d'associer toutes les banques publiques au financement des investissements agricoles, et que chaque banque prendra en charge une région précise. Par ailleurs, toutes les Compagnies d'Assurance publiques seront aussi associées à l'opération d'assurance des exploitations agricoles, a-t-il souligné, relevant que toutes ces mesures seront concrétisées dans les semaines à venir.

De nouveaux investissements agricoles dans le Sud

Pour sa part, le ministre des Finances a fait état d'affectations financières considérables allouées au profit du secteur agricole pour atteindre les objectifs fixés, notamment en ce qui concerne la promotion de l'investissement agricole par la mise en valeur des terres et leur octroi dans le cadre de la concession, l'électrification rurale, la réalisation des routes et des pistes agricoles, l'extension des surfaces irriguées ainsi que la mobilisation des ressources en eau nécessaires. Les wilayas du Sud avaient bénéficié d'enveloppes financières considérables dans le secteur des routes, à travers un programme en cours pour la réalisation de 103 projets. Dans cette optique, un travail était en cours pour la réhabilitation des routes nationales et de chemins de wilaya ainsi que l'ouverture de nouvelles pistes dans le Sud, à l'instar de la route relative au projet "Baladna" dans la wilaya d'Adrar.

Pour le coté hydraulique, l'Algérie dispose des moyens permettant de trouver des solutions pour l'approvisionnement en eau des

projets agricoles dans les wilayas du Sud.

Pour une agriculture moderne, les communications ne sont pas en reste, puisque le ministère dédié, s'emploiera à trouver les solutions adéquates pour assurer des réseaux de télécommunications au niveau des exploitations agricoles, précisant que le recours aux satellites figure parmi les solutions efficaces.

Lors de cette réunion, un exposé du ministère de l'Agriculture a été présenté sur les grands projets dans le domaine du développement des cultures stratégiques, faisant observer qu'en sus du projet "Baladna" de production de lait en poudre et du projet du groupe italien "Best Food" (BF) de production de céréales et de légumineuses, plusieurs autres projets structurants sont actuellement en phase de lancement, dont le projet du groupe Cevital dans les wilayas d'El-Menia, de Ouargla et de Ghardaïa, pour la production de betterave sucrière et une unité de transformation d'une capacité de 505.000 tonnes/an, ainsi que la production d'autres cultures stratégiques. Et de noter le projet de l'entreprise "Tafadis", filiale de Madar Holding, dans les wilayas de Ouargla et de Tougourt, sur une superficie de plus de 20.000 hectares, pour la production de betterave sucrière et une unité de transformation d'une capacité de 60.000 tonnes/jour, avec un objectif de production de 720.000 tonnes/an, en plus de la production d'autres cultures stratégiques dans le cadre du programme de rotation des cultures. Il s'agit, entre autres, d'un projet d'investissement algéro-saoudien dans la commune de Hassi Gara, dans la wilaya d'El Menia, sur une superficie de 20.000 hectares, pour la production agricole et l'élevage du bétail. Il est, en outre, question d'investissements dans le cadre d'un partenariat algéro-chinois dans la filière de l'aviculture et des cultures stratégiques, au niveau de la wilaya d'Adrar.

ALGÉRIE/ROYAUME-UNI

Les opportunités d'investissement, thème d'un Forum à Londres

Un forum sous le slogan "Algeria is open for Tourism" (l'Algérie est ouverte au tourisme), a été organisé par l'ambassade d'Algérie à Londres, en collaboration avec le Conseil d'affaires algéro-britannique (ABBC), en présence de spécialistes et tour-opérateurs algériens et britanniques.

Ouverte lundi à Londres, cette rencontre qui intervient en marge de la Foire internationale du tourisme et regroupant le gotha mondial du tourisme, a constitué une opportunité pour le directeur Général de l'Artisanat au ministère du Tourisme, M. Choukri Benzarour, et la directrice à l'Agence algérienne de la promotion des investissements (AAPI), Mme Habiba Bouguerroumi, pour présenter tous les aspects liés au développement de ce secteur. L'ambassadeur d'Algérie à Londres, Nourredine Yazid, qui a présidé l'ouverture de ce forum, a placé les repères cardinaux

présidant au renouveau de ce créneau en Algérie en présence du représentant du Premier ministre britannique pour le partenariat avec l'Algérie, Lord Richard Risby ainsi que la présidente de l'ABBC, Lady Olga Maitland.

La réélection du Président Abdelmadjid Tebboune pour un second mandat permettra de poursuivre l'ambitieux programme de réforme économique devant libérer le pays de la dépendance des hydrocarbures et diversifier ses sources de revenus.

L'ambassadeur a expliqué que l'amélioration du climat des affaires et les mesures incitatives prises par le gouvernement constituent des atouts supplémentaires de nature à encourager davantage d'investissements en provenance du Royaume-Uni, précisant que le développement du tourisme figure parmi les priorités. Mieux encore, il est considéré comme un moteur

essentiel pour la diversification de l'économie, a-t-il souligné.

Nourredine Yazid a émis l'espoir que le Royaume-Uni et l'Algérie, qui partagent une coopération bilatérale historique et riche, étendent leurs liens au secteur du tourisme, dans lequel les professionnels britanniques jouissent d'une réputation mondiale hors-pair.

Ensemble, «nous pouvons libérer le potentiel touristique de l'Algérie et créer un partenariat durable au bénéfice des deux pays», a-t-il affirmé en conclusion, avant de céder la parole à Mme Maitland qui a qualifié l'Algérie de pays aux régions magiques, citant particulièrement Djanet, pour l'avoir personnellement visitée. La présidente de l'ABBC a loué les efforts du gouvernement algérien pour développer le secteur du tourisme et promouvoir la destination Algérie, évoquant notamment les mesures visant à faciliter et alléger la pro-

cédure d'obtention du visa et la multiplication des agences touristiques.

A ce propos, la directrice à l'AAPI, Mme Bouguerroumi, est allée dans le détail, et son exposé appuyé par des fiches signalétiques, a porté sur les atouts touristiques du pays, les incitations législatives qui encouragent les investissements étrangers et les garanties offertes aux investisseurs.

Les plans du gouvernement pour construire sept nouveaux pôles touristiques et élargir 224 zones touristiques du pays ont été présentés à cette occasion. Dans sa communication le directeur général au ministère du Tourisme et de l'Artisanat, M. Choukri Benzaroura, a abordé l'héritage culturel et les opportunités d'investissement dans ce domaine ainsi que la stratégie de développement du secteur touristique.

Synthèse R E.

EL-MENIAA Résultats encourageants dans la culture du tournesol

La culture du tournesol, menée dans sa seconde expérience au niveau d'une exploitation agricole pilote dans la wilaya d'El-Meniaa, a donné des résultats "encourageants", a-t-on indiqué mardi auprès de l'Institut technique de développement de l'agronomie saharienne (ITDAS). Ces résultats "encourageants" ont été constatés par les experts de l'ITDAS de Biskra, lors d'une visite au niveau de cette exploitation privée où une superficie de 50 hectares irrigués sous-pivots, a été cultivée cette saison de tournesol, a affirmé à l'APS le chef de département d'appui technique à l'ITDAS, Yacine Khechana. Cette expérience "réussie" de la culture du tournesol ouvre de larges perspectives pour le développement de la culture de cette plante oléagineuse dans la région, si les agriculteurs la poursuivent avec le respect des itinéraires techniques de son développement, a ajouté le technicien. Selon M.Khechana, cette visite vise à établir une fiche technique unifiée au niveau des régions sahariennes pour déterminer les conditions climatiques et hydroédaphiques en vue d'étendre les superficies réservées au développement de cette culture stratégique à travers le pays, d'atteindre l'autosuffisance alimentaire et de contribuer à la réduction de la facture d'importation. L'experte agronome, Linda Retima, de l'ITDAS, chargée du suivi de l'itinéraire de développement du tournesol en régions sahariennes, a indiqué que le suivi de l'itinéraire de cette culture revêt une grande importance pour atteindre les objectifs escomptés, ajoutant que l'expérience a été réussie dans la région, grâce à l'adaptation de la plante avec ses conditions naturelles.

FORMATION ET ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL

500 bourses accordées annuellement à des stagiaires de 25 pays africains et arabes

DÉCLARATIONS, EN LIGNE, DE MONNAIE ET D'OBJETS À VALEUR

La DG des Douanes appelle les voyageurs à utiliser sa plateforme numérique

La Direction générale des Douanes (DGD) a appelé, lundi dans un communiqué, les voyageurs entrants en Algérie ou sortants via les frontières terrestre, maritime et aérienne à utiliser sa plateforme numérique pour faciliter leur transit. Les services des Douanes assurent, à travers leur plateforme numérique, les déclarations, en ligne, de monnaie et d'objets à valeur ainsi que les titres de passage en douane (TPD) des véhicules, en plus d'autres services, ajoute le communiqué. En vue de bénéficier de ces services, la direction appelle les voyageurs à l'ouverture d'un compte électronique, en accédant au portail électronique du nouveau système d'informations des Douanes algériennes <https://alces.douane.gov.dz>. Après l'ouverture du compte électronique, les voyageurs peuvent accéder, à distance, aux services des titres de passage en douane (TPD) des véhicules et des déclarations de monnaie et d'objets de valeurs. Les Douanes algériennes ont lancé ces services numériques à l'occasion du 70e anniversaire du déclenchement de la Révolution nationale.

MÉTAUX PRÉCIEUX

Stabilité des prix de l'or

Les prix de l'or sont restés stables mardi alors que les acteurs du marché surveillent l'issue de l'élection présidentielle américaine et du verdict de politique de la Réserve fédérale cette semaine. L'or au comptant était stable à 2.739,00 dollars l'once, après avoir atteint un record de 2.790,15 dollars la semaine dernière. Les contrats à terme sur l'or américain ont légèrement augmenté de 0,1 % à 2 748,70 dollars. Le lingot d'or, traditionnellement considéré comme une couverture contre les risques économiques et politiques, a gagné 33 % depuis le début de l'année. Il a également tendance à prospérer dans un environnement de taux d'intérêt bas. La décision de la Fed sur les taux d'intérêt est attendue jeudi. Parmi les autres métaux, l'argent au comptant a augmenté de 0,4 % à 32,59 dollars l'once, le prix du platine a pris 0,9 % à 992,45 dollars et le palladium a augmenté de 0,9 % à 1 084,18 dollars.

Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Yassine Merabi, a mis en exergue, lundi soir à Oran, la coopération entre l'Algérie et les pays africains dans le domaine de la formation et l'appui technique fourni dans ce domaine. Intervenant à la cérémonie de clôture de la 4ème édition du Forum de la jeunesse africaine, en présence du ministre de la Jeunesse et des Sports, Abderrahmane Hamad, du président du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), Mustapha Hidaoui, et des ambassadeurs de plusieurs pays africains, M. Merabi a souligné que le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels fournit environ 500 bourses de formation par an en faveur des stagiaires de 25 pays

africains et arabes, et ce dans le cadre du soutien technique et en consolidation des liens de fraternité, de coopération distinguée entre l'Algérie et les pays africains amis, à l'instar du Niger, de Mauritanie, de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), et de la Libye. Il a ajouté que cette coopération algéro-africaine est de "développer les relations bilatérales dans divers domaines pour les hisser aux plus hauts niveaux au service de l'intérêt commun et en réponse aux aspirations des peuples à une plus grande coopération et intégration dans le domaine de l'enseignement et de la formation". M. Merabi a souligné que son secteur "supervise des projets importants dans le cadre du programme de coopération éta-

bli par l'Agence algérienne de coopération internationale pour la solidarité et le développement, comme concrétisation des programmes de partenariat avec les pays frères, tels que le lycée professionnel de l'amitié nigéro-algérienne, qui est un pôle de formation par excellence dans la ville du Zinder au Niger, en plus de former les formateurs sur les équipements techniques". Il a indiqué que "l'Université algérienne accueille plus de 5.000 étudiants des pays arabes et africains", ainsi que d'autres secteurs, soulignant que "toutes ces données témoignent de l'ouverture des établissements d'enseignement algériens aux pays africains et du niveau scientifique et technologique atteints dans les différents classements mondiaux".

ENERGIE NUCLÉAIRE

Le ministre de l'énergie reçoit une délégation de la société argentine «Invap»

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a reçu, lundi, une délégation de la société argentine "Invap", conduite par son Président Directeur général (P-DG), Dario Mario Giussi, avec lequel il a exploré les opportunités de coopération dans le domaine de l'énergie nucléaire, indique un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre qui s'est déroulée au siège du ministère, en présence de l'ambassa-

teur de l'Argentine en Algérie et du Commissaire à l'énergie atomique, Abdelhamid Mellah, il a été question d'évoquer les relations de coopération entre le Commissariat à l'énergie atomique (COMENA) et la société argentine, dans le domaine de l'énergie nucléaire et ses utilisations énergétiques et non-énergétiques, à des fins pacifiques, ainsi que les perspectives de leurs développement. La rencontre a été l'occasion pour examiner la modernisation des structures nucléaires au Centre de recherche nucléaire de Draria (Alger), ainsi que la réalisation d'un laboratoire pour la production d'isotopes radioactifs à des fins médicales et indus-

trielles, pour permettre à l'Algérie de produire les produits radiopharmaceutiques anticancéreux, qui relèvent de la médecine nucléaire, outre, la radiothérapie et l'imagerie médicale et autres, selon la même source. La production locale des produits radiopharmaceutiques est à même d'offrir à l'Algérie plusieurs avantages stratégiques, économiques et médicaux, qui aideront à améliorer l'accès à la prise en charge médicale et renforcer la sécurité des patients. INVAP est une entreprise privée fondée en 1976 qui conçoit et produit des équipements pour les secteurs nucléaire, spatial, chimique, pétrolier et médical.

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTÈRE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 04 نوفمبر 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 04 Novembre 2024

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة			المنتجات
DA / Kg		معدل	أعلى	أدنى	
Produits		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	93	115	70	البطاطا
	Tomate	175	196	154	الطماطم
	Oignon sec	50	57	44	البصل الجاف
	Ail sec	428	491	365	الثوم الجاف
	Carotte	87	97	77	الجزر
	Navet	98	111	85	لفت
	Poivron	129	146	113	الفلفل الاخضر
	Piment	145	164	127	الفلفل الحار
	Courgette	138	154	123	الكوسة
	Haricot vert	176	196	156	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	113	128	99	الخس
Fruits frais	Pomme locale	353	455	251	التفاح المحلي
	Datte	501	632	370	التمر
	Poire	409	502	316	الاجاص
	Raisin	205	246	164	العنب
	Grenade	135	166	104	الرمان
	Banane	386	401	372	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1778	1915	1641	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	433	446	421	الدجاج
	Œufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	102	91	حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	par	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	425,00	NC	0,00	1,08	-0,87	8,20	7,06	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 291,00	NC	0,00	0,13	-0,74	6,87	7,86	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 279,00	NC	0,00	-0,25	-0,41	11,99	5,48	0	0,00
EGH EL AURASSI	AUR	405,00	NC	0,00	0,00	-4,52	5,12	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-15,26	2,03	-	0	0,00

PROJET DE LOI DE FINANCES 2025

Réduire le déficit par l'optimisation fiscale et l'investissement

Dans le cadre de la gestion des finances publiques, la réduction du déficit budgétaire constitue une priorité essentielle pour assurer la stabilité économique du pays. Selon la loi de finances 2025, le déficit est projeté à 8 500 milliards de dinars, soit 49 % du budget national. Face à cette situation, il devient impératif de prendre des mesures pour redresser les finances publiques. Le gouvernement se voit ainsi interpellé sur la nécessité de diversifier ses sources de revenus, comme l'a souligné Seddik Bakhouché, membre de la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN).

Par Mourad A.

Le déficit de 8 500 milliards de dinars pour l'année 2025 représente une part considérable des 16 000 milliards de dinars de dépenses prévues. Selon Bakhouché, ce déficit découle d'un déséquilibre prolongé entre les recettes et les dépenses de l'État, principalement alimenté par les politiques sociales de soutien à la consommation. « Le soutien au pouvoir d'achat des citoyens, bien qu'indispensable, a entraîné une hausse des dépenses publiques de plus de 160 % depuis 2022. Cette politique ne peut être soutenue indéfiniment sans une augmentation parallèle des recettes », a-t-il expliqué. Il est donc crucial de résorber ce déficit afin d'éviter l'accumulation d'une dette publique insoutenable. Lors de son intervention sur les ondes de la « Chaîne I » de la radio nationale, Seddik Bakhouché a mis en lumière l'urgence de diversifier les sources de revenus du gouvernement. Selon lui, une réforme fiscale ambitieuse est indispensable, et l'élargissement de la base d'imposition doit en être le pilier central. « L'économie informelle représente une part significative du PIB, et son intégration dans le circuit formel pourrait fournir une ressource fiscale précieuse

», a-t-il déclaré. L'intégration des fonds issus du marché noir, longtemps négligés, est selon lui une solution clé pour alléger un budget déjà sous pression et renforcer la collecte fiscale. Toutefois, Bakhouché a précisé que cette approche ne suffira pas à elle seule pour résorber le déficit. Il a également souligné que pour réduire le déficit, il est essentiel de stimuler la croissance économique. Selon lui, l'investissement joue un rôle stratégique dans la création de richesse et l'élargissement de la base fiscale. « Les investissements, qu'ils soient publics ou privés, sont un levier fondamental pour dynamiser l'économie nationale, créer de la valeur ajoutée et, à terme, augmenter les recettes fiscales », a-t-il affirmé. En ce sens, le gouvernement doit accélérer les investissements dans des secteurs clés tels que l'énergie, l'agriculture et les infrastructures, afin de générer de nouveaux moteurs de croissance et diversifier l'économie. Le député a également abordé la nécessité d'une politique monétaire rigoureuse pour éviter que la dette publique ne devienne une charge trop lourde. Il a précisé que les réformes fiscales et les investissements doivent être accompagnés de mesures pour contenir la dette et garantir la stabilité économique du pays. De plus, le soutien aux entreprises,

notamment dans les régions moins développées comme le sud du pays, constitue une priorité. Pour stimuler les investissements dans ces zones, des allègements fiscaux ont été mis en place, offrant des réductions de 50 % sur les revenus et bénéfices pendant cinq ans. Ce dispositif vise à encourager l'activité économique et à générer de nouvelles recettes fiscales. Les secteurs stratégiques, tels que l'énergie, jouent un rôle central dans la stratégie de réduction du déficit. Bakhouché a mentionné des projets visant à moderniser les infrastructures énergétiques du pays pour mieux répondre à la demande intérieure et préparer l'avenir économique du pays de manière plus stable et diversifiée. Enfin, Bakhouché a évoqué la gestion de la monnaie et la politique de change. Selon lui, il est crucial de soutenir la valeur du dinar algérien face aux devises étrangères, telles que l'euro et le dollar. « Un dinar dévalué mettrait à mal la compétitivité de l'économie et aggraverait l'inflation, ce qui pèserait davantage sur le pouvoir d'achat des citoyens », a-t-il averti. Il a souligné que des ajustements à la politique de change devront être envisagés pour stabiliser la monnaie nationale et éviter de nouvelles hausses inflationnistes.

APPROVISIONNEMENT EN MÉDICAMENTS

Le ministre de la santé annonce la création d'une cellule de veille

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi a annoncé, hier à Alger, la création d'une cellule de veille chargée de gérer une plateforme numérique relevant de la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH) pour éviter les fluctuations dans la chaîne d'approvisionnement en médicaments. Lors d'une visite dans certaines structures relevant du secteur de la santé à Alger, M. Saihi a souligné que cette cellule qui travaille sur une plateforme numérique au niveau de la PCH se chargera de la coordination entre les différentes structures de santé, à l'instar des hôpitaux pour assurer une prise en charge rapide des problèmes d'approvisionnement en médicaments. Il a souligné que le stock de médicaments au niveau de la PCH est "sûr" et a permis d'assurer la disponibilité de "94% des médicaments anticancéreux". A cette occasion, le ministre a révélé qu'une assiette a été dégagée pour la construction d'un hôpital d'une capacité de 120 lits au niveau de la circonscription administrative de Dar El Beida (Alger) en renforcement du système de santé. Lors de cette visite, M. Saihi s'est enquis des prestations sanitaires dispensées par la polyclinique de Dar EL Beida "Djennad Omar". Il a, en outre, visité le siège de la PCH et inauguré une clinique spécialisée en santé mentale relevant du secteur privé.

INTRODUCTION DES SOUKOUK DANS LE PLF 2025

Une innovation pour le financement des infrastructures

Par M. A.

Le projet de loi de finances (PLF) 2025 introduit une nouvelle mesure : la possibilité pour le Trésor public de recourir aux Soukouk, des instruments financiers issus de la finance islamique. Ces instruments permettront à l'État de lever des fonds pour financer des projets d'infrastructures tout en respectant les principes de la finance islamique, notamment l'interdiction des intérêts et le partage des risques, a expliqué Sofiane Mazari, expert en finance islamique.

Intervenant sur les ondes de la « Chaîne III » de la radio nationale, Mazari a indiqué que la finance islamique connaît une forte dynamique de croissance, représentant aujourd'hui environ 6 % du marché bancaire global, soit près de 800 milliards de dinars (6 milliards de dollars). Selon Mazari, ce secteur représente un gisement d'épargne qu'il conviendrait de transformer en investissements productifs, notamment pour les infrastructures et les entreprises locales. "Les Soukouk sont adossés à des actifs réels et offrent une grande transparence, ce

qui les rend attractifs pour les investisseurs", a-t-il souligné. Le marché de la finance islamique en Algérie connaît une croissance de 30 % par an et comptera douze acteurs en 2025, avec l'arrivée imminente d'un treizième acteur. Cette expansion pourrait permettre à la finance islamique de jouer un rôle central dans le financement des projets d'investissement, en complément des instruments financiers traditionnels. Mazari a aussi mis en avant l'ouverture du capital des banques publiques, qui a permis de lever 112 milliards de dinars, appor-

tant une nouvelle impulsion au secteur bancaire. Cela pourrait ouvrir la voie à d'autres levées de fonds et diversifier les sources de financement, notamment pour les Soukouk et les Soukouk corporatifs, qui pourraient être émis par des entreprises pour financer des projets d'investissement. Cependant, pour que ces instruments financiers se développent pleinement, il est nécessaire d'adapter le cadre juridique, notamment le Code du commerce, afin de faciliter leur émission et garantir un environnement attractif pour les in-

vestisseurs. Enfin, le PLF-2025, avec un budget historique de 122 milliards de dollars, marque un tournant pour l'économie algérienne. Ce budget prévoit la relance de l'investissement public, avec le dégel de près de 100 projets bloqués depuis 2014, dans des secteurs stratégiques comme les infrastructures et les transports. "Ces projets sont essentiels pour moderniser l'économie et stimuler la croissance à long terme", a conclu Sofiane Mazari.

ALGÉRIE POSTE

Mise en garde contre les fausses pages sur les réseaux sociaux et les SMS frauduleux

Algérie Poste (AP) a mis en garde ses clients contre des imposteurs qui diffusent, en son nom, de fausses pages électroniques et des SMS frauduleux à des fins d'escroquerie, indique mardi un communiqué de cette entreprise. "Algérie Poste appelle ses clients à la plus grande vigilance face à des pages électroniques et des SMS frauduleux. Ces imposteurs tentent de tromper les clients d'AP en diffusant des informations mensongères sous le nom de

l'entreprise à des fins d'escroquerie", précise la même source. Dans ce cadre, Algérie Poste "demande à ses clients de faire preuve de la plus grande vigilance et de ne pas interagir avec ces contenus trompeurs", relevant qu'il est "fortement recommandé de ne jamais fournir d'informations sensibles telles que les identifiants de comptes postaux et encore les informations liées à la carte Edahabia". Algérie Poste rappelle ses clients que "les seules applications officielles sont Bari-

diMob et ECCP, et pour la communication par SMS, l'identifiant +ALG Poste+ est l'unique expéditeur". "Dans le but de sensibiliser davantage ses clients, Algérie Poste a lancé une vaste campagne de sensibilisation, du 24 au 26 septembre 2024, sous le slogan +En toute sécurité, votre sécurité est notre priorité", rappelle l'entreprise, précisant que "cette initiative vise à renforcer la culture de l'utilisation sécurisée des services de paiement, notamment la

carte Edahabia et l'application Baridi-Mob". Cette campagne a également pour objectif de "guider les utilisateurs vers des pratiques sécurisées, afin de les prémunir contre les fraudes électroniques", ajoute la même source. Algérie Poste "se réserve le droit d'engager des poursuites judiciaires à l'encontre de toute personne physique ou morale impliquée dans l'usage frauduleux de ses applications ou services".

MÉDÉA

Formation dans la prévention et la sécurité des tunnels et lignes ferroviaires

Une formation accélérée consacrée à la sécurité et la prévention à l'intérieur des tunnels et sur les lignes ferroviaires a débuté au siège de l'unité d'intervention secondaire de la Protection civile d'Ouzera, à l'est de Médéa, a-t-on appris dimanche auprès de la direction locale de la Protection civile. Cette formation s'inscrit dans le cadre du programme de coopération entre l'Algérie et l'Union Européenne destiné à renforcer les échanges d'expériences en matière de prévention et de gestion des risques au niveau de ce type d'infrastructures, a expliqué, le chargé de la communication de la Protection civile de Médéa, Mohamed Hmidouche. Des officiers issus de quatorze directions de la Protection civile participent à cette formation encadrée par des experts étrangers spécialisés dans la prévention et la gestion des risques, et qui s'étalera jusqu'au 7 novembre courant, a-t-il ajouté. L'organisation de ce stage de perfectionnement vise à partager l'expérience acquise par certains pays membres de l'Union européenne dans la prise en charge des accidents survenus à l'intérieur des tunnels ou sur des lignes ferroviaires, a souligné l'officier. La formation permettra également aux officiers participants d'acquérir de nouvelles connaissances, d'apprendre comment gérer ce genre d'accident et les moyens de prévention susceptibles d'aider à éviter des catastrophes et d'enregistrer des pertes humaines en cas d'accident impliquant des véhicules légers, des camions poids lourds, des trains de transport de voyageurs ou de marchandise, a conclu le lieutenant Hmidouche.(

EL-MEGHAÏER

Mise en service de nouveaux projets de développement

Plusieurs projets de développement, tous secteurs confondus, ont été mis en service dans la wilaya d'El-Meghaïer, dans le cadre du programme des festivités marquant le 70ème anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution de libération nationale, sous la supervision des autorités de la wilaya, a-t-on appris dimanche auprès des services de la wilaya.

A cet effet, 11 exploitations agricoles ont été raccordées au réseau d'électricité dans la zone "Masaka Acharqiya" relevant de la commune de Sidi Khelil, en sus de l'installation de trois (3) nouveaux transformateurs électriques, la réalisation d'un réseau de moyenne tension (MT) de plus de 1,20 km, et un réseau de basse tension (BT), a-t-on précisé. Ce projet s'inscrit dans le cadre du programme de raccordement des exploitations agricoles au réseau d'électricité dans la wi-

laya, qui a nécessité un montant de plus de 17 millions DA, selon la même source. Dans le même sillage, un transformateur électrique a été également mis en service pour l'alimentation de 100 foyers en électricité dans le village agricole de la commune de Stil, dont 36 familles ont déjà bénéficié dans un premier temps de cette énergie, alors que les foyers restants seront raccordés au réseau d'électricité dès l'achèvement des travaux de construction, a-t-on ajouté. Des travaux de réalisation et d'équipement

d'un forage albien, ainsi que son raccordement au réseau d'électricité, ont été lancés, outre l'inauguration d'un nouveau groupement scolaire dans la commune de Sidi Khelil. Il s'agit aussi de la mise en service d'un poste de transformation 220/30 Kilovolts, dans la commune d'Oum Tior, pour renforcer le réseau principal de distribution, ont indiqué les services de la wilaya d'El-Meghaïer.

MÉDÉA

Des dispositions pour la réussite de la campagne labours-semailles

Des dispositions ont été prises à Médéa pour faciliter l'accès des céréaliculteurs aux semences et engrais et garantir la réussite de la campagne labours-semailles de la saison agricole 2024/2025, a indiqué lundi, un responsable à la coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS) de Berrouaghia. En plus de l'ouverture du guichet unique dès le mois d'août, afin de permettre aux céréaliculteurs de s'approvisionner en semences et en engrais, les agriculteurs dépourvus d'actes de propriété de terrain agricole ont la possibilité désormais de bénéficier du crédit "Rfig" et pouvoir, ainsi, financer le travail de leur terre, a fait savoir le directeur de la CCLS, Walid Benattalah, en marge du lancement de la campagne labours-semailles à partir de la

commune de Sidi-Naâmane, à l'est de Médéa. "Pour avoir accès à ce type de financement, il est exigé une simple fiche signalétique établie par la chambre de l'agriculture sur la base d'un procès-verbal de constat élaboré par la subdivision agricole que le concerné va déposer auprès du guichet unique de la coopérative et se faire livrer la quantité de semences ou d'engrais dont il a besoin", a-t-il expliqué. "Cette mesure permet de prendre en charge une partie des frais de financement des labours-semailles, en particulier pour les agriculteurs qui ont quelques difficultés de trésorerie et peinent à se lancer sur le terrain", a ajouté Benattalah. Le directeur de la CCLS a révélé, la mise à la disposition des céréaliculteurs de 192 mille qx de se-

mences et 13 mille qx d'engrais, en plus de la mobilisation de plus de 2.250 tracteurs et 180 semoirs. La direction des services agricoles (DSA) s'est fixée comme objectif d'emblaver une superficie de 130 milles hectares, dont 100 milles hectares réservés à la culture de blé dur, selon les chiffres communiqués par le DSA par intérim, Rachid Kermezli. Une superficie de 3.032 hectares est consacrée en outre à la culture des légumineuses, avec la réservation de 1.382 hectares pour le pois-chiche, 1.200 hectares aux fèves, 350 autres hectares pour la culture des lentilles et le reste, soit 100 hectares, pour les petit-pois, a souligné le DSA.

GHARDAÏA

Près de 58.000 quintaux de céréales engrangés

Une production de 57.800 quintaux (qx) de différentes variétés de céréales a été réalisée dans la wilaya de Ghardaïa au titre de la campagne moisson-battage de l'actuelle saison agricole, a-t-on appris mardi auprès de la direction des services agricoles (DSA) de la wilaya. Une superficie de 1.426 hectares (ha) a été consacrée à la céréaliculture, qui englobe 10.694 exploitations agricoles versées dans cette cul-

ture stratégique à travers 10 communes de la wilaya, a-t-on signalé. La plus grande surface agricole, à savoir 1.395 ha a été réservée au blé dur, tandis qu'une superficie de 31 hectares a été consacrée au blé tendre, a expliqué à l'APS le chargé des statistiques à la DSA, Djabrit Khaled. Tous les moyens matériels et humains ont été mobilisés pour assurer le succès de cette campagne, dont notamment du matériel agri-

cole, des camions pour l'acheminement de la récolte vers les centres de collecte des céréales, selon la même source. Les mêmes services ambitionnent au titre de la prochaine saison agricole l'extension de la superficie agricole destinée aux cultures céréalières, à travers l'attribution des terres agricoles par la concession, l'aménagement de nouveaux périmètres agricoles destinés aux investisseurs sur une surface glo-

bale de 20.500 hectares, en sus de la construction de huit (8) autres centres de stockage de céréales d'une capacité globale estimée à 300.000 quintaux, a-t-il fait savoir. Il s'agit aussi de raccorder plus de 258 exploitations et périmètres agricoles au réseau d'électrification de 416,64 km, et l'ouverture des pistes agricoles sur une distance de 350 km, a indiqué le même responsable.

BORDJ BOU ARRERIDJ

La protection du cheptel contribue efficacement à la sécurité alimentaire du pays

Les participants à la 3ème édition du séminaire vétérinaire "El Mokrani" de Bordj Bou Arreridj, intitulé, cette année, "Rôle du vétérinaire dans le développement économique durable", ont souligné, lundi, la nécessité de protéger le cheptel pour contribuer efficacement à la sécurité alimentaire nationale. La chaîne de sécurité alimentaire, dans laquelle le produit animalier occupe une place de choix, "nécessite la mise à disposition de médicaments et de tout ce qui a trait à la préservation du cheptel", a indiqué Aziza Bakhouch, vétérinaire, notant que de telles rencontres "encourageront les éleveurs à préserver ce produit

économique vital". Pour sa part, le vétérinaire Moncef Bouzaouia, de Tunisie, a souligné, dans son intervention, "l'importance de la vaccination pour éviter la propagation de toute épidémie" et abordé "les comportements que le vétérinaire doit adopter pour éviter d'être un facteur de propagation de la maladie lors de la visite d'une ferme infectée". Le Dr Hossam Ahmed Abdellatif, professeur de nutrition animale à la Faculté de médecine vétérinaire de l'université du Caire (Egypte), a fait savoir, de son côté, que de telles rencontres "contribuent à sensibiliser au rôle du vétérinaire dans la préservation de la

santé humaine et animale en même temps". Il a ajouté, à ce propos, que le rôle du vétérinaire "ne se limite pas à la protection du bétail, mais contribue aussi à la préservation de la santé des consommateurs". L'objectif de ces séminaires est de "renforcer la coopération et les contacts entre les spécialistes dans le domaine de la médecine vétérinaire, d'échanger des connaissances et des expériences, ainsi que de promouvoir ce domaine par une série de conférences sur les nouveaux développements de la recherche", a déclaré, quant à lui Rafik Baghoura, président du séminaire, qui a ajouté que c'est également "une occa-

sion d'élargir les horizons et d'acquérir de nouvelles connaissances à même de fournir de meilleurs soins au bétail". Organisé par l'Association vétérinaire El-Biban, en coordination avec l'Inspection vétérinaire et la direction des services agricoles, sous le patronage du wali de Bordj Bou Arreridj, Kamel Nouicer, la rencontre a réuni des vétérinaires algériens et des spécialistes dans le domaine de la protection animale venus d'Egypte, de Tunisie et d'Inde, qui ont donné des conférences et animé des ateliers sur la prévention des maladies chez les bovins, les ovins et les volailles.

La tentation de Mars

Un monde de propriétaires et de sans-travail est explosif. Je me propose dans ce texte au travers des rapports entre appropriation, travail et propriété de rendre compte de l'évolution de l'Etat social en général et dans les sociétés postcoloniales en particulier. L'Etat social emprunte son modèle à la social-démocratie. Au centre de ce modèle est un rapport de complémentarité entre la propriété et le travail. C'est ce rapport qui est aujourd'hui menacé avec le ralentissement de la croissance et l'accroissement des charges sociales (vieillesse et jeunesse des populations).

4^e partie

Par DERGUINI Arezki (*)

Lorsque la propriété se sépare du travail. Quand les propriétaires s'enrichissent et les travailleurs s'appauvrissent, autrement dit lorsque la propriété se sépare du travail, lorsque la base et le sommet de la pyramide sociale se disjointent, les tensions sociales montent, la guerre menace. Quand les propriétaires oublient les travailleurs et sont absorbés par leur compétition (leur compétition mondiale particulièrement), la technologie aidant le travail mort à se substituer au travail vivant pour alimenter la puissance, les propriétaires ont plus besoin d'énergie non humaine que de travail humain. Le populisme vient au secours des propriétaires pour diviser les travailleurs selon d'autres critères que celui de la propriété. Il faut réduire la compétition des travailleurs qui s'exacerbe en segmentant le marché du travail national et mondial, en différenciant les droits des travailleurs selon certaines de leurs qualités non professionnelles. Et si l'énergie ne permet plus de substituer des esclaves mécaniques au travail vivant, il faut substituer des quasi-esclaves humains au travail salarié. Ou établir une nouvelle complémentarité entre travail et propriété, production marchande et non marchande. L'esclave humain étant celui qui ne pouvant assurer sa subsistance remet sa vie aux mains de celui qui peut la sauver. La croissance démographique porte la compétition mondiale des travailleurs non propriétaires à un point jamais égalé au moment précis où la croissance économique n'est plus suffisante pour l'absorber et où il n'est plus possible de disposer d'un individu comme d'une chose. Voilà pourquoi il faut savoir quelles guerres se prépare et quelles guerres il faut préparer. Nous entrons dans une zone des tempêtes qui nous rappellent certaines catastrophes et où doivent se recomposer les rapports de la propriété et du travail. Quel ordre mondial se prépare ? Dieu seul sait, mais tout le monde n'est pas également armé. Les sociétés et le monde se polarisent, quand les riches s'enrichissent et les pauvres s'appauvrissent, quand les nations se divisent en nations propriétaires et en nations prolétaires, quand sur le marché se dispu-

tent les étrangers au lieu de contracter, un désordre général menace. À la pointe de l'Occident, Israël s'approprie par la guerre et le travail la Palestine. Le monde refabrique des damnés. On croyait l'ordre colonial révolu. Du désordre prévisible quel ordre peut-il émerger ? Autour de quels pôles ? La compétition mondiale des sans-propriétés qui cherchent du travail n'est pas à sous-estimer. La croissance de la production mondiale actuelle ne peut soutenir la croissance démographique mondiale. La Terre de Dieu qui est grande rétrécit dangereusement. Pas de vie pour les sans propriété sans travail. Quand il n'est plus possible de vivre ici, la vie cherche ailleurs, elle préfère la mort à la lente agonie. La différence de conditions de vie et de travail entre les différentes parties du monde alimente cette turbulente compétition. La séparation du travail et de la propriété a atteint à l'échelle mondiale une dimension à laquelle on n'a pas prêté toute l'attention nécessaire. Cette séparation nous autorise à parler de nations prolétaires et de nations propriétaires. Le travail considérable qui a été séparé de la propriété et qui ne trouve plus à s'employer par la propriété migre. La segmentation du marché mondial du travail qui s'appuie sur l'immobilité du facteur travail et protège certaines populations de la compétition d'autres populations est ébranlée. La construction des murs se multiplie. La séparation du travail et de la propriété que le capitalisme a portée à l'échelle mondiale, la concentration de la propriété qui a résulté de la compétition capitaliste, tout cela ébranle le système des États-nations qui repose sur l'immobilité du facteur travail. Une telle séparation est explosive qui concentre le travail et la propriété à deux pôles séparés et rompt leur complémentarité. Une telle distribution du travail et de la propriété ne peut tenir d'elle-même. Pour l'heure, tout se passe comme si l'appauvrissement des populations et la surproduction des élites au Sud et le vieillissement des riches populations du Nord, rendait possible une mobilité contrôlée du facteur travail pour préserver le système des États-nations et la distribution actuelle de la propriété. Serait rétablie une certaine complémentarité du travail et de la propriété dans les

centres d'accumulation de la propriété, pendant que les centres d'accumulation du travail se délesteraient de leurs élites et cantonneraient leurs populations inutiles. Tel peut être considéré le point de vue capitaliste. Pour ce qui concerne les populations des riches sociétés, elles constateront leur appauvrissement et leur déclassement d'un côté en même temps que l'arrivée d'une jeune population étrangère qualifiée appelée par la compétition économique mondiale et d'une autre non qualifiée peu regardante sur les droits sociaux et économiques. Les sociétés capitalistes vieillissantes, rentières d'un État social, ont alors le sentiment d'être submergées par des élites mondiales et du travail précaire. On pourra donc assister dans les riches sociétés à un appauvrissement de la population conjugué à une surproduction des élites qui minera leur cohésion[3].

La fin de la social-démocratie

Comment défendre la société face aux forces marchandes qui la sapent de l'intérieur, se demandait Karl Polanyi dans son ouvrage classique La Grande Transformation (1944) : le libéralisme du XIXe siècle avait détruit les solidarités et défait les liens sociaux au nom d'une construction idéologique, celle du « marché » abstrait et autorégulateur, multipliant dans son aveuglement les crises sociales et conduisant finalement aux désastres du siècle suivant. La tâche du réformisme du XXe siècle était de « réenchâsser » le marché dans la société, de réaffirmer la supériorité du social sur l'économie sans pour autant nationaliser l'ensemble des moyens de production ni étouffer la liberté d'entreprendre[4]. Réenchâsser sans étouffer, oui, mais comment ? Le compromis trouvé par la Suède a fait parler de lui par son ambition de réduire radicalement l'emprise du marché dans tous les domaines de la protection sociale tout en développant des secteurs marchands dynamiques. Selon Wojtek Kalinowski, la social-démocratie à la suédoise repose principalement sur trois éléments : un dialogue social puissant – le marché du travail est pour l'essentiel régulé, non pas par des lois, mais par des accords et des conventions négociés par les partenaires sociaux – ; une vaste offre de ser-

vices publics financés par l'impôt et fondés sur des règles d'accès uniformes et transparentes – petite enfance, écoles, hôpitaux, maisons de retraite – ; un système d'assurances sociales généreux qui offre le même niveau de protection à tous les salariés, quels que soient leur statut ou leur catégorie professionnelle[5]. Dialogue social et consentement à l'impôt caractérisent la complémentarité de la propriété et du travail. Le modèle suédois en vérité réenchâsse l'économie dans le social, mais aussi le social dans l'économie. L'opposition de l'économie et du social repose sur celle du travail et de la propriété. Le « dialogue social » réenchâsse le social dans l'économie, remet le travail dans la propriété. Seuls une économie marchande performante et des riches consentant à l'impôt peuvent autoriser des prélèvements importants pour financer des services publics de qualité. Seule une économie qui fait une certaine place à la société, qui ne dissocie pas travail et propriété au sein de l'économie, dans une période de croissance, peut obtenir une économie performante. La propriété s'engage dans le travail (consentement à l'impôt et services publics de qualité), le travail s'engage dans la propriété (fait corps avec l'entreprise, fait confiance à ses élites). Ce que beaucoup ont tendance à oublier avec la social-démocratie c'est qu'elle est d'abord fille de la croissance. Le rapport du travail et de la propriété (dialogue social, consentement à l'impôt) en étant le facteur stimulant ou inhibant. La réduction de l'emprise du marché sur certains secteurs (sociaux) est allée de pair avec le développement de la production marchande et donc l'emprise sur d'autres secteurs (économiques). C'est le marché qui finance le non marchand, c'est l'impôt sur la production marchande qui paie les services que l'individu obtient et n'achète pas. La social-démocratie réalise un enchâssement harmonieux du marché dans la société, une certaine complémentarité substitution entre le marchand et le non marchand : la production marchande se substitue à la production non marchande privée pour financer la production non marchande publique qui en retour stimule la production marchande.

(A suivre)

Notes

(*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif et ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaïa.

[1] J'emprunte ce titre à l'ouvrage du politiste et diplomate libanais Ghasan Salamé. La tentation de Mars. Guerre et paix au XXI^e siècle. Fayard. 2024. Il s'agit ici moins de géopolitique que d'économie politique.
[2] Fabri, E. (2016). De l'appropriation à la propriété : John Locke et la fécondité d'un malentendu devenu classique. Philosophiques, 43(2), 343–369. <https://doi.org/10.7202/1038210ar>
[3] Peter Turchin. End times : elites, counter-elites, and the path of political disintegration. New York : Penguin Press, 2023.
[4] Wojtek Kalinowski. « Modèle suédois. Et si la social-démocratie n'était pas morte ? » (Charles Léopold Mayer, 2017)
[5] Ibid.
[6] « En 1750, la part relative de la production manufacturière chinoise était de 32,8 %, alors que celle de l'Europe était de 23,2 % – leurs populations respectives étant estimées à 207 millions et 130 millions de personnes. Prises ensemble, les parts de l'Inde et de la Chine atteignaient

57,3 % de la production manufacturière globale [...]. Le produit intérieur brut par habitant en Chine s'élevait à 228 dollars (valeur de 1960), contre 150 à 200 dollars selon les pays en Europe ». Philip S. Golub, « Quand la Chine et l'Inde dominaient le monde », Manière de voir, no 9, 2006, p. 9.
[7] https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/05/13/ivan-krastev-les-europeens-ne-sont-pas-menaces-par-l-echec-de-leur-modele-mais-par-ses-succes_6232899_3232.html
[8] Wojtek Kalinowski op. cit. p. 14
[9] Ibid. p. 45
[10] Ibid. p. 54
[11] Ibid. p. 84-85
[12] https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/12/20/suede-le-lent-declin-d-un-modele-qui-n-en-finit-pas-de-creuser-les-inegalites-entre-riches-et-pauvres_6155123_3232.html

[13] <https://www.telos-eu.com/fr/politique-francaise-et-internationale/suede-le-crepuscule-de-la-social-democratie.html>
[14] Ivan Krastev & Stephen Holmes. Le moment illibéral (The Light that Failed) Arthème Fayard, 2019.
[15] Voir la thèse de Richard Wilkinson et Kate Pickett. Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous. Les petits matins/ Institut Veblen/ Étopia, 2013 pour la traduction.
[16] Dans une plongée historique jusqu'au Néolithique, Walter Scheidel identifie quatre processus ou facteurs de liquidation des inégalités extrêmes et de progression de l'égalité – la guerre, la révolution, l'effondrement de l'État et la pandémie –, en se gardant de tout déterminisme. Walter Scheidel. Une histoire des inégalités de l'âge de pierre au XX^e siècle. Princeton University Press, 2017. Actes Sud, 2021.

TUNISIE – SFAX

La relance du projet de métro léger au centre des discussions

Le ministère des Transports a organisé lundi une session de travail destinée à discuter des moyens pour accélérer la mise en œuvre du projet de métro léger de Sfax, tout en abordant les obstacles qui freinent son avancement.

Cette réunion s’est tenue au siège du ministère et s’est conclue par des engagements fermes pour débloquent la situation. Lors de cette session, le ministre des Transports, Rachid Amri, a réaffirmé la détermination de l’État à répondre aux attentes des habitants de Sfax, une ville qui fait face à d’importants défis de mobilité.

« Nous voulons offrir à Sfax un réseau ferroviaire moderne et écologique, capable de garantir un transport confortable, sécurisé et adapté aux besoins de la population », indique un communiqué rendu public sur la page officielle du ministère sur Facebook. La même source ajoute que le ministre a également souligné l’urgence d’agir face à la congestion actuelle du centre-ville et à la forte densité démographique et urbaine, tout en rappelant l’importance de Sfax en tant que centre économique, culturel et sportif majeur.

Amri a, en outre, appelé à la coopération de toutes les parties prenantes, en coordination avec les autorités locales, les organismes centraux et les services publics, pour accélérer la mise en œuvre de ce projet structurant. Il a insisté sur le caractère prioritaire du métro léger de Sfax, soulignant qu’il nécessitait une mobilisation collective et des efforts concertés.

ARABIE SAOUDITE

Le géant pétrolier Aramco annonce une baisse de 15% de son bénéfice

Un recul qui «reflète principalement l'impact de la baisse des volumes de pétrole brut vendus et l'affaiblissement des marges de raffinage», selon le groupe.

Le géant pétrolier saoudien Aramco a annoncé mardi une baisse de 15% de son bénéfice net au troisième trimestre par rapport à la même période de l’année dernière, en raison de la faiblesse des prix du pétrole et d’une réduction de la production. Le bénéfice net s’élève à 27,56 milliards de dollars contre 32,58 milliards de dollars au troisième trimestre 2023, un recul qui «reflète principalement l’impact de la baisse des volumes de pétrole brut vendus et l’affaiblissement des marges de raffinage», a déclaré la société dans un communiqué publié à la Bourse saoudienne. L’Arabie saoudite, premier exportateur mondial de brut, produit actuellement environ 9 millions de barils par jour (mbj), bien en deçà de sa capacité de 12 mbj. Ce chiffre relativement bas reflète une série de baisses de la production remontant à octobre 2022.

Dimanche dernier, l’Arabie saoudite et sept autres membres du bloc des producteurs de pétrole de l’Opep+ ont annoncé étendre jusqu’à fin décembre une réduction de la production de 2 mbj annoncée en novembre 2023 en vue de faire remonter les prix.

L’Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), menée par l’Arabie saoudite, et leurs alliés conduits par la Russie, ont conclu en 2016 un accord appelé Opep+ pour mieux peser sur le marché. «Aramco a dégagé un bénéfice net solide et généré un flux de trésorerie disponible important au cours du troisième trimestre, malgré la

faiblesse des prix du pétrole», a déclaré mardi dans un communiqué distinct son directeur général, Amin Nasser.

La société s’efforce de «renforcer (sa) position en tant qu’acteur mondial majeur de l’énergie et des produits pétrochimiques», a-t-il ajouté. Aramco est le joyau de l’économie saoudienne et la principale source de revenus du programme de réformes Vision 2030 du prince héritier Mohammed ben Salmane, qui vise à préparer le royaume à l’après pétrole.

«Faut-il maximiser les volumes ou les prix ?»

Les profits de l’entreprise permettent à l’Arabie saoudite de financer des projets phares, notamment Neom, la mégapole futuriste en construction dans le désert, un vaste aéroport à Ryad, ainsi que des projets de développement majeurs dans le secteur du tourisme et des loisirs. Aramco a enregistré des bénéfices records en 2022 après l’invasion de l’Ukraine par la Russie, qui a fait grimper les prix de l’or noir. Mais son bénéfice a chuté d’un quart l’année dernière en raison de la baisse des prix du pétrole et des réductions de production.

Le bénéfice du premier trimestre de cette année a baissé de 14,5% et celui du deuxième trimestre de 3,4%. La baisse annuelle du bénéfice d’Aramco «ne surprend pas le gouvernement, qui a déjà revu à la baisse ses prévisions de recettes pour cette

année en raison de la faiblesse des marchés pétroliers», estime Jamie Ingram, de la publication spécialisée Middle East Economic Survey.

«En matière de politique de production pétrolière, ils chercheront à évaluer ce qui générera le plus de rentrées au final. Faut-il maximiser les volumes ou les prix ? Pour l’instant, la stratégie reste axée sur les prix», assure-t-il.

Déficit budgétaire

Le Fonds monétaire international (FMI) a indiqué en avril que, au niveau actuel de production, le prix du baril de pétrole devrait être de 96,2 dollars en 2024 pour l’équilibre budgétaire de l’Arabie saoudite. Le cours du baril de Brent, référence mondiale du pétrole, s’élevait à 75 dollars mardi, bien en dessous du seuil requis pour équilibrer le budget saoudien. Le ministre saoudien des Finances a déclaré prévoir un déficit budgétaire d’environ 2,3% du Produit intérieur brut (PIB) en 2025, qui devrait se creuser les deux années suivantes.

La participation de l’État saoudien dans Aramco, l’une des plus grandes entreprises au monde en termes de capitalisation boursière, est d’environ 81,5 %. L’introduction partielle en Bourse d’Aramco en 2019, la plus importante de l’histoire, a permis de lever 29,4 milliards de dollars, et une offre secondaire cette année de près de 1,7 milliard d’actions a rapporté 12,35 milliards de dollars.

DUBAI

Conduire le monde vers la prochaine phase de croissance socio-économique durable

Dr Sultan Ahmed Al Jaber, ministre de l’Industrie et des Technologies avancées des Émirats arabes unis et directeur général d’ADNOC, a appelé l’industrie de l’énergie à conduire le monde vers une croissance socio-économique durable lors de la cérémonie d’ouverture de la 40e édition de l’ADIPEC.

Dans son discours, Al Jaber a souligné trois grandes tendances mondiales : l’essor des marchés émergents, la croissance de l’intelligence artificielle (IA) et la transformation des systèmes énergétiques. Selon lui, tirer parti de ces mégatendances nécessite une collaboration intersectorielle sans précédent.

Il a affirmé que des investissements ciblés et des politiques favorables sont essentiels pour libérer le potentiel de transformation des mégatendances. ADNOC, a-t-il indiqué, s’oriente vers de nouvelles opportunités tout au long de la chaîne de valeur de l’énergie, afin

d’assurer la pérennité de ses activités tout en décarbonisant et en créant de la valeur à long terme.

« Nous entrons dans une nouvelle ère d’opportunités, marquée par la montée en puissance des marchés émergents, la transformation des systèmes énergétiques et la croissance de l’intelligence artificielle. Ces tendances offrent d’importantes possibilités qui exigent des solutions adéquates », a déclaré Al Jaber. Il a noté qu’à l’horizon 2050, la population mondiale pourrait augmenter de 1,7 milliard de personnes, principalement dans les pays en développement, ce qui nécessitera une évolution des marchés de l’énergie.

« La demande d’énergie éolienne et solaire sera multipliée par sept. La demande de GNL augmentera de 65 %, et l’utilisation du pétrole continuera d’être essentielle. De plus, la demande d’électricité va doubler, en partie à cause de l’IA, qui modifie les dynamiques de productivité et d’efficacité »,

a-t-il ajouté. Al Jaber a averti qu’aucune source d’énergie ne pourrait à elle seule répondre à cette demande croissante, soulignant la nécessité d’une approche diversifiée qui intègre les énergies renouvelables, GNL et nucléaire, accompagnée d’infrastructures modernes. Les Émirats arabes unis adaptent proactivement leurs systèmes énergétiques, a-t-il souligné, en mentionnant la stratégie internationale d’ADNOC, qui inclut l’expansion de son empreinte gazière, des investissements dans les produits chimiques, et le développement de solutions de stockage de l’énergie.

Il a également évoqué l’interconnexion entre l’énergie et l’IA, appelant à une réponse intégrée pour faire face aux besoins énergétiques croissants liés à l’IA.

Dans ce cadre, Al Jaber a annoncé le lancement d’ENERGYai, une solution innovante d’ADNOC développée en collaboration avec AIQ, G42 et Micro-

soft. Cette plateforme appliquera l’IA à grande échelle dans l’industrie énergétique, capable d’analyser de vastes ensembles de données et d’optimiser les opérations.

« ENERGYai analysera des pétaoctets de données et identifiera de manière proactive les améliorations opérationnelles. Elle augmentera la précision des prévisions de production jusqu’à 90 % et réduira le temps d’analyse sismique », a-t-il précisé.

Al Jaber a exhorté les dirigeants à adopter des solutions d’IA pratiques et efficaces dans le secteur de l’énergie et a souligné la nécessité d’une réponse collective face aux défis posés par ces mégatendances.

Il a conclu en appelant à une mobilisation des acteurs de l’industrie pour tirer parti des opportunités offertes par ces transformations. « Ce moment distinguera les leaders des laissés-pour-compte. Nous devons nous montrer à la hauteur », a-t-il déclaré.

CÔTE D’IVOIRE

Bénéfice en hausse d’environ 58% pour la BICICI au 1^{er} semestre

En dépit des contraintes liées à la conjoncture économique, la BICICI table sur la continuité d’une dynamique positive pour le reste de l’année 2024.

La Banque internationale pour le commerce et l’industrie de la Côte d’Ivoire (BICICI) affiche un premier semestre 2024 sous le signe de la croissance. Avec un bénéfice net en hausse de 57,8% s’élevant à 11,4 milliards FCFA (18,2 millions \$), la banque dont l’actionnariat a récemment évolué, renforcé par la présence d’institutions publiques ivoiriennes après le départ du français BNP Paribas, continue de solidifier sa position sur le marché bancaire local où elle occupe la 9e place en terme d’actifs (4,2% de parts de marché). Cette progression est portée par une réduction drastique du coût du risque, qui a chuté de 317,7% à 1,2 milliard FCFA. Le produit net bancaire (PNB), indicateur clé de la rentabilité opérationnelle, a quant à lui, enregistré une progression de 23,4% pour s’établir à 31,9 milliards FCFA. La banque attribue cette hausse à une vitalisation commerciale dans le ca-

dre de la mise en œuvre de sa nouvelle orientation stratégique.

Une nouvelle tendance de croissance

Cette dynamique s’inscrit dans une trajectoire de croissance amorcée les années précédentes. Depuis 2021 en effet, la BICICI affiche une tendance de croissance solide, dans un environnement bancaire pourtant marqué par des incertitudes économiques et des tensions géopolitiques. L’exercice 2023 avait déjà enregistré un PNB de 55,5 milliards FCFA contre 47,3 milliards en 2022, année de son rachat par le consortium composé de la Banque nationale d’investissement (BNI), de la Caisse nationale de prévoyance sociale (CNPS), de l’Institution de prévoyance sociale - Caisse générale de retraite des agents de l’Etat (IPS-CGRAE) et de la Caisse des dépôts et consignations de Côte d’Ivoire (CDC-

CI). Quant aux bénéfices, ils ont suivi une trajectoire ascendante, avec un bond notable en 2023 où le bénéfice net atteignait 16,69 milliards FCFA, soit une augmentation de 34,7% par rapport à 2022. Le bilan montre également une augmentation des crédits nets à la clientèle de 6,9%, franchissant la barre des 507 milliards FCFA à la fin du premier semestre 2024. Toutefois, cette dynamique de croissance est contrebalancée par une baisse des dépôts de la clientèle, qui reculent de 8,6% sur un an, et qui contraste avec la hausse de 19,4% observée au premier semestre 2023 où les dépôts avaient atteint 784 milliards FCFA. Ce repli est attribué aux conditions monétaires restrictives qui pourraient exercer une pression sur la liquidité de la banque si la tendance se prolonge. La BICICI n’a pas donné davantage d’informations sur son bilan.

TUNISIE

25 millions \$ des USA pour soutenir la production de dattes

4^{ème} producteur africain de dattes derrière l’Égypte, l’Algérie et le Soudan, la Tunisie demeure néanmoins le premier exportateur du continent. Dans le pays, l’industrie phénicienne est la deuxième source de recettes d’exportations agricoles après l’huile d’olive. Les USA viennent d’allouer 24,85 millions \$ pour la mise en œuvre d’un projet visant à soutenir la production de dattes en Tunisie au cours des 5 prochaines années. L’annonce a été faite dans un communiqué publié le lundi 4 novembre sur le site de l’ambassade américaine basée à Tunis. Cet appui financier s’inscrit dans le cadre du programme Food for Progress (FFPr) initié par le Département américain de l’agriculture (Usda), en vue d’aider les pays en développement à moderniser et à renforcer leurs secteurs agricoles. Concrètement, ce projet quinquennal a pour objectif d’augmenter de manière significative la production de dattes et de renforcer les systèmes agricoles traditionnels des oasis en Tunisie. « Les principales activités porteront sur la formation et la distribution de subventions pour l’amélioration de la gestion de l’eau et des pratiques d’irrigation, ainsi que sur une meilleure efficacité de la main-d’œuvre et le développement d’opportunités d’exportation à travers le monde, y compris sur le marché américain », souligne le communiqué. Alors que la Tunisie est confrontée depuis plus de 5 ans à une sécheresse persistante qui grève les performances de différentes filières agricoles, ces différentes interventions devraient contribuer à renforcer la production de dattes et consolider la position du pays sur le marché mondial du fruit sec. Selon les données du ministère de l’Agriculture, la Tunisie a produit 340 000 tonnes de dattes en 2023 et les expéditions de la filière ont généré 794 millions de dinars (256,5 millions \$) la même année. Dans le pays d’Afrique du Nord, les plantations de dattes couvrent plus de 77 800 hectares, principalement dans la région de Kébili, d’après les données de la FAO.

SÉNÉGAL

Croissance économique de 10 % prévue en 2025, grâce aux hydrocarbures

Au Sénégal, les hydrocarbures, dont l’exploitation devrait être pleinement effective dans les prochaines semaines, constituent un axe important de la politique de développement économique de l’administration au pouvoir depuis sept mois. Selon les projections du Fonds monétaire international (FMI), le Sénégal est sur la bonne voie pour réaliser une croissance économique de l’ordre de 10,1 %

en 2025, portée notamment par le développement attendu du secteur pétrogazier. Cette projection représente une évolution par rapport à la prévision de croissance pour 2024, initialement estimée à 8,3 %. En mai, le FMI avait révisé cette prévision à la baisse, à 7,1 %, en raison de l’incertitude liée à l’élection présidentielle de mars et au retard dans la production de gaz. Depuis, le contexte de l’industrie

pétrolière sénégalaise a positivement évolué avec l’entrée en production du gisement pétrolier Sangomar. Parallèlement, l’exploitation du projet gazier GTA est envisagée d’ici la fin du 4e trimestre 2024, selon les parties prenantes. Cette projection intervient quelques semaines après que la nouvelle administration a publié la stratégie nationale de développement du Sénégal pour la période 2025-2029, qui décrit

une feuille de route visant à transformer le Sénégal en un pays prospère à l’horizon 2050. Le document met l’accent sur l’exploitation des ressources locales, notamment énergétiques, et le développement du capital humain, en ciblant des secteurs clés tels que l’énergie et l’agriculture, pour atteindre cet objectif. Dans l’ensemble, ces évolutions sont soutenues par une politique de réforme et d’amélioration de

l’environnement des affaires au Sénégal, marquée entre autres par la création d’une commission d’examen des contrats pétroliers et gaziers. « Le principal enjeu de développement consistera à dynamiser l’activité économique afin de favoriser une croissance durable et inclusive et de renforcer la résilience des populations vulnérables aux chocs », a pour sa part estimé la Banque mondiale dans une étude publiée en octobre.

MALI

Bamako obtient aussi 35 % d’intérêts dans son deuxième projet de lithium

En mai 2023, le gouvernement malien a signé un accord pour garantir 35 % d’intérêts nationaux dans la première mine de lithium du pays, Goulamina. Selon le code minier adopté en 2023, l’État peut obtenir 30 % d’intérêts dans les projets miniers, ainsi que 5 % pour les investisseurs locaux. Le gouvernement malien vient d’obtenir l’application du nouveau code minier au projet Bougouni, considéré comme le deuxième projet de lithium du pays. Selon un communiqué publié le 1er novembre par le britannique

KodalMinerals, copropriétaire du projet, l’État et les investisseurs locaux détiendront 35 % d’intérêts dans la future mine. Il faut souligner que cet accord est une nouvelle victoire pour le gouvernement qui a déjà obtenu plus tôt cette année l’application du code minier de 2023 au projet Goulamina, la future plus grande mine de lithium du Mali. Le code minier révisé l’année dernière porte la participation de l’État d’au plus 20 % précédemment à un maximum de 30 % désormais, dont une participation gratuite de 10 %. Les investisseurs locaux ont aussi la possi-

bilité d’acquérir une participation de 5 %, soit le total de 35 %. Dans le cas de Bougouni, le prix d’acquisition convenu pour les 25 % d’intérêts supplémentaires à payer par le Mali, s’élève à environ 4,3 millions \$. En contrepartie, KodalMinerals et sa filiale dans le pays, codétenue avec le chinois Hainan Mining, disposent désormais d’un permis minier valable 10 ans et renouvelable autant de fois que nécessaire. « Le protocole d’accord avec l’État pour le transfert de la licence minière de Bougouni est la dernière étape juri-

dique nécessaire à l’avancement rapide de la construction du projet, dont la production est prévue pour le premier trimestre 2025 », a commenté Bernard Aylward, PDG de KodalMinerals. Pour rappel, Hainan Mining a investi l’année dernière plus de 100 millions de dollars dans le projet Bougouni afin d’en être le propriétaire majoritaire. Bougouni peut livrer 125 000 tonnes de concentré de spodumène sur quatre ans (2024-2028). La deuxième phase d’exploitation de la mine devrait permettre de produire 230 000 tonnes de concentré sur la période 2026-2036.

POINT-MARCHÉS

L'Europe sur de faibles variations, l'attentisme domine avec l'élection américaine

Les principales Bourses européennes sont sur de faibles variations mardi, dans un contexte d'attentisme alors que tous les regards sont tournés vers l'élection présidentielle américaine.

À Paris, le CAC 40 perd 0,02% à 7.370,12 points vers 08h35 GMT. À Londres, le FTSE 100 grignote 0,01% et à Francfort, le Dax abandonne 0,17%. L'indice EuroStoxx 50 progresse de 0,08%, tandis que le FTSEurofirst 300 cède 0,15%. Le Stoxx 600 grappille 0,02%. Les contrats à terme à Wall Street préfigurent une hausse de 0,04% pour le Dow Jones, de 0,06% pour le Standard & Poor's 500 et de 0,17% pour le Nasdaq au lendemain d'une séance dans le rouge. Les électeurs américains se rendent aux urnes ce mardi pour désigner leur futur président, un scrutin historique dans la première économie mondiale dont les fractures s'illustrent dans le duel âpre et indécis qui oppose la démocrate Kamala Harris au républicain Donald Trump pour la Maison blanche. Les deux candidats sont au coude-à-coude dans les sondages, ce qui limite la

prise de risque sur les marchés. Une victoire de Donald Trump pourrait conduire à une politique davantage protectionniste, ce qui pourrait alimenter l'inflation et affecter les exportations sur le plus grand marché de consommation au monde. Une victoire de Kamala Harris devrait, elle, prolonger la politique engagée par Joe Biden, le président sortant. "En fin de compte, l'élection américaine se résume à ceci : l'électorat américain souhaite-t-il voter pour la continuité de la politique économique, la stabilité institutionnelle et la démocratie libérale (Harris) ou pour une politique commerciale radicale, un nouveau recul de la mondialisation et de la démocratie auto-ritaire (Trump)?", écrivent les analystes de JPMorgan dans une note. Signe d'une certaine nervosité, l'indice de la volatilité sur l'Euro Stoxx 50 reste au-dessus des 20 points. En attendant l'issue du scrutin américain, des indicateurs macroéconomiques

et les résultats d'entreprises rythment également les échanges. L'enquête Caixin en Chine a montré que l'activité du secteur des services avait accéléré en octobre à son rythme le plus rapide en trois mois, ce qui a permis aux places asiatiques de finir dans le vert. Les chiffres de l'activité des services sont également prévus ce mardi en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis. Côté résultats de sociétés, Bouygues grimpe de près de 5% après avoir fait état mardi d'un résultat opérationnel courant des activités (ROCA) meilleur que prévu sur neuf mois. L'action Carrefour progresse de 3%, l'agence Bloomberg ayant rapporté que le distributeur étudie des options pour accroître sa valorisation. L'équipementier automobile allemand

Schaeffler recule de 2,92% après une chute de près de 50% de son bénéfice d'exploitation au troisième trimestre. Le groupe, présent notamment à Haguenau (Bas-Rhin) et à Chevilly (Loiret), a en outre annoncé mardi son intention de supprimer 4.700 emplois en Europe. Zalando est en repli de 3,5% après la publication de ses résultats préliminaires pour le troisième trimestre. Associated British Foods gagne 2,27% après avoir fait état d'un bond de 32% de son bénéfice annuel. DHL perd 1,87%, le géant allemand de la logistique ayant annoncé mardi un bénéfice net en deçà des attentes des analystes. Adecco chute de 6,81% en raison d'une baisse de son chiffre d'affaires au troisième trimestre.

CAC40

Attendu stable avec les élections américaines

La Bourse de Paris devrait ouvrir avec prudence, à en croire des futures sur le CAC40 en repli de deux points vers 7379, pour cette séance placée sous le signe de la politique américaine en ce jour d'élections toujours extrêmement indécises. 'Les Trump trades ont un peu moins le vent en poupe. Plusieurs sondages semblent indiquer que l'élan électoral est du côté de la candidate démocrate', note Christopher Dembik, chez Pictet Asset Management. Selon lui, cette dynamique a 'entraîné un repositionnement des investisseurs au cours des dernières heures se traduisant par une détente des taux longs, une baisse du dollar et aussi une moins bonne tenue de la bourse (baisse de 0,50% du CAC 40 hier)'. 'Néanmoins, rien n'est joué. Nous ne sommes pas à l'abri d'une surprise mercredi matin', prévient le conseiller en stratégie d'investissement, qui explique ainsi la forte hausse du VIX depuis la semaine dernière.

'De nombreux investisseurs redoutent une réaction abrupte du marché - par exemple si l'écart entre les deux candidats est marginal, ce qui peut entraîner de nombreux litiges judiciaires et retarder la proclamation du nom du vainqueur', poursuit-il. En attendant de connaître - peut-être - le verdict des électeurs américains mercredi matin, les opérateurs prendront connaissance ce mardi de quelques statistiques, dont la production industrielle française et les indices PMI composites au Royaume-Uni et aux Etats-Unis. Dans l'actualité des valeurs à Paris, Bouygues publie au titre des neuf premiers mois de 2024 un résultat opérationnel courant des activités (ROCA) en croissance de près de 6%, une amélioration en grande partie portée par sa filiale Equans. Les opérateurs pourront aussi réagir à quelques autres points d'activité, comme ceux du groupe de services numériques Solutions30, du fournisseur de matériaux de construction Vicat ou du spécialiste de la cybersécurité Exclusive Networks.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN Cours du : 04 Novembre 2024 Valeur : 06 Novembre 2024					
BASE	DEVICES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		133.0516	133.0666
1	EUR	EURO		144.8932	144.9361
1	GBP	POUND STERLING		172.5478	172.5672
100	JPY	JAPANESE YEN		87.4649	87.4805
1	CNY	CHINESE YUAN		18.7423	18.7449
1	CHF	SWISS FRANC		153.7280	153.7631
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		95.5625	95.5801
1	DKK	DANISH KRONE		19.4310	19.4340
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.4404	12.4436
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.0907	12.0958
1	AED	UAE DIRHAM		36.2232	36.2293
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.4237	35.4315
1	KWD	KUWAITI DINAR		434.0998	434.2905
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.6664	43.0952
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.5362	13.5377
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.5122	27.6531
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3507	3.3611
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.1383	177.1383

BOURSE DE ZURICH

Lueur d'espoir avant le verdict des urnes aux USA

La Bourse suisse s'acheminait mardi vers une ouverture positive, alors qu'approche l'heure officielle du scrutin pour la présidentielle aux Etats-Unis. Les principaux indices outre-Atlantique avaient bouclé la séance de lundi dans le rouge, tout comme en Europe. Les bureaux de vote ouvrent à 6h00 locales sur la côte est des Etats-Unis (13h00 en Suisse) et des millions de personnes vont ajouter leurs voix aux plus de 80 millions de bulletins déjà dépo-

sés de manière anticipée ou envoyés par voie postale. Il faudra néanmoins encore patienter quelque peu avant de découvrir qui de Kamala Harris ou Donald Trump aura droit de cité à la Maison Blanche, au terme d'une campagne aussi virulente qu'indécise. "N'oublions cependant pas que cette semaine sera aussi marquée par la réunion de la Fed jeudi soir (au lieu de mercredi)", souligne dans un commentaire matinal John Plassard, pour Mi-

rabaud Banque. "Si les résultats de l'élection restent incertains ou sont recomptés, cela pourrait accroître la volatilité du marché et l'incertitude économique. Dans de telles circonstances, la Fed pourrait adopter une approche plus prudente, en s'abstenant de modifier ses taux de manière significative ou en maintenant une position dépendante des données afin de stabiliser les réactions du marché," poursuit l'expert. Sous nos latitudes, le taux de chômage n'a guère évolué en

octobre sur un mois, se maintenant à 2,5%. A 08h10, le pré-SMI extrapolé par Julius Bär s'enrobait de 0,09% à 11'908,02 points, dans une remarquable homogénéité. Les écarts restaient en effet contenus entre la défensive Swisscom (+0,07%) d'une part et le gestionnaire de marques de luxe Richemont (+0,12%) de l'autre. Hors SMI, la poignée de sociétés à avoir publié des résultats intermédiaires occupait les rangs du fonds. Le géant du placement

Adecco (-3,4%), le constructeur de compresseurs à pistons Burckhardt Compression et le conglomerat industriel Oerlikon (tous deux -1,9%) ont clairement déçu. Le constructeur d'ascenseurs et d'escaliers mécaniques Schindler (bon +1,5%) a précisé le calendrier pour son programme de rachat d'actions à un demi-milliard de francs suisses. La palme revenait toutefois à l'apothicaire en ligne DocMorris (+2,1%), sans indication particulière.

CHINE

Pékin vers un plan de relance avec l’élection américaine en tête

Les principaux responsables du Parlement chinois se réunissent depuis ce lundi pour élaborer un plan de relance qui, selon des analystes, pourrait encore être consolidé si Donald Trump remportait cette semaine l’élection présidentielle américaine.

Pressée par la situation et par nombre d’économistes, la Chine a annoncé ces dernières semaines plusieurs salves de mesures, notamment des baisses de taux et l’assouplissement de restrictions sur les achats de logements. Après une envolée en Bourse alimentée par l’espoir d’un grand plan de relance, l’optimisme est quelque peu retombé devant des promesses et des politiques jugées pas assez fortes par les marchés qui espéraient un grand investissement chiffré. Cette annonce tant attendue viendra-t-elle cette semaine? Les analystes ont leurs yeux rivés sur la réunion, qui s’est ouverte lundi, du "Comité permanent de l’Assemblée nationale populaire", l’organe suprême du parlement, dirigé par Zhao Leji - le numéro trois du gouvernement chinois. Ce comité permanent doit examiner et approuver toutes les législations, notamment celles relatives au budget. "Nous nous attendons à davantage de détails sur les propositions qui seront adoptées", déclare Heron Lim, analyste pour Moody’s Analytics, notamment sur "la manière dont ce financement supplémentaire serait alloué afin de répondre aux problèmes économiques à court terme". Les économistes de Nomura s’attendent à ce que les législateurs approuvent cette se-

maine un budget supplémentaire d’environ 1.000 milliards de yuans (129 milliards d’euros), principalement destiné aux collectivités locales endettées.

L’effet Trump

Des analystes anticipent également de la part de Pékin une aide exceptionnelle de 1.000 milliards de yuans pour les banques, afin de résoudre le problème des prêts non performants de ces quatre dernières années. "Beaucoup d’argent servira à couvrir les pertes", souligne Alicia Garcia Herrero, de Natixis. "Ce ne sera pas vraiment destiné à stimuler la croissance." De potentielles mesures concrètes devraient être annoncées vendredi, à l’issue de la réunion. D’ici là, les résultats de la lutte Donald Trump-Kamala Harris pour la Maison blanche devraient être connus. "Nous pensons que les résultats des élections américaines auront une certaine influence sur l’ampleur du plan de relance de Pékin", indique dans une note Ting Lu, économiste en chef de Nomura pour la Chine. Surfant sur le sentiment anti-chinois dans la classe politique américaine, les deux candidats se sont engagés à continuer de mettre Pékin sous pression. Donald Trump a promis d’imposer des droits de douane de

60% sur tous les produits chinois entrant aux Etats-Unis. Chez Nomura, on s’attend ainsi à ce que la Chine ajuste ses mesures de relance en fonction du résultat électoral. "L’ampleur des mesures de relance budgétaire (...) pourrait être de 10 à 20% supérieure en cas de victoire de Trump", écrit Ting Lu. Mais "les principaux défis pour Pékin viennent de Chine plutôt que de l’étranger", souligne-t-il.

”Mauvaise répartition”

La Chine est confrontée à une consommation des ménages atone, à une crise dans l’immobilier et à une dette publique galopante. Autant de facteurs qui menacent l’objectif de hausse du PIB "d’environ 5%" que s’est fixé le gouvernement pour 2024. Longtemps moteur essentiel de croissance pour le géant asiatique, l’immobilier est aujourd’hui aux prises avec le fort endettement des promoteurs. Le prix moyen des logements neufs a légèrement augmenté le mois dernier, selon le cabinet China Index Academy, après plusieurs années de chute. Mais de nombreux biens immobiliers sont encore inachevés ou invendus. Leur rachat pourrait coûter à Pékin jusqu’à 3.300 milliards de yuans (426 milliards d’euros), selon les estimations de Natixis.

PÉTROLE

Totalenergies estime que la demande augmentera au moins jusqu’en 2030

Parmi les raisons, la quatrième major pétro-gazière mondiale cite la hausse de la demande d’énergie dans les pays en développement et des freins persistants dans la transition énergétique, y compris dans les pays riches. Totalenergies entrevoit un pic de la consommation mondiale de pétrole au mieux après 2030, dans les scénarios les plus probables, selon son rapport annuel sur l’évolution du système énergétique mondial, publié à une semaine de la conférence climatique de la COP29. La conférence annuelle de l’ONU sur le climat à Bakou en Azerbaïdjan (11-22 novembre) doit se conclure par un nouvel objectif d’aide financière aux pays en développement, afin qu’ils puissent réduire leurs rejets de gaz à effet de serre et s’adapter au changement climatique causé par les énergies fossiles (charbon, pétrole, gaz). Juste après l’Agence internationale de l’énergie (AIE) le mois dernier, la quatrième major pétro-gazière mondiale tenait elle aussi à dérouler sa vision du monde de l’énergie de demain. Pour sa sixième édition, son rapport examine les perspectives d’évolution du système énergétique mondial selon trois scénarios possibles de décarbonation à l’horizon

2050, un jalon clé de la lutte contre le changement climatique. Le premier, basé sur les politiques actuelles et le deuxième, intermédiaire, conduisent tous deux à une hausse de la température de la planète bien au-delà de 2 degrés par rapport à l’ère pré-industrielle. Seul le scénario de "rupture" est aligné sur les accords de Paris, c’est-à-dire permettant l’atteinte d’une hausse des températures à moins de 2 degrés d’ici 2100.

Un pic de la demande “plutôt autour de 2035”

Or dans les deux premiers scénarios, Totalenergies n’entrevoit pas de pic de la demande de pétrole avant la fin de la décennie actuelle, contrairement aux prévisions de l’AIE. Parmi les raisons, le groupe cite la hausse de la demande d’énergie dans les pays en développement et des freins persistants dans la transition énergétique, y compris dans les pays riches, entre investissements insuffisants dans les réseaux électriques et pénétration des voitures électriques plus faible que prévu. "Aujourd’hui, on a toujours moins de 20% de véhicules électriques dans le mix des ventes de véhicules en Europe", a déclaré

Aurélien Hamelle, directeur général Strategy&Sustainability chez Totalenergies. "Pour impulser les changements dans les systèmes énergétiques, il faut des durées extrêmement longues, de l’ordre de quinze, 20 ou 30, voire 40 ans", a-t-il ajouté. Dans son scénario de base, Totalenergies entrevoit donc un pic de la demande de pétrole "plutôt autour de 2035", suivi d’un plateau haut et d’une "décroissance qui est très lente". La demande de pétrole atteindrait encore de l’ordre de 90 millions de barils par jour en 2050, à peine moins que les 104 millions de barils de pétrole consommés chaque jour aujourd’hui, selon les prévisions de l’Opep pour 2024.

Hausse de la demande gazière au moins jusqu’en 2030

Dans le scénario intermédiaire, le pic interviendrait "juste après 2030", suivi d’un plateau, et d’une décroissance "un petit peu plus marquée" avec une demande de l’ordre de "65 millions de barils par jour en 2050". Dans le scénario de rupture, il interviendrait "un peu avant 2030" et la consommation de pétrole tomberait à 44 millions de barils par jour en 2050.

EUROPE

L’économie résiste péniblement au troisième trimestre

Au troisième trimestre, la croissance de la zone euro atteint 0,4 %. Une hausse en trompe-l’œil, soutenue par les Jeux olympiques à Paris, des anomalies statistiques en Irlande et la bonne santé économique de l’Espagne. L’économie européenne montrerait-elle des signes de reprise ? La croissance de la zone euro au troisième trimestre s’est révélée légèrement plus dynamique qu’attendu, en hausse de 0,4 % par rapport au trimestre précédent, selon les données de l’institut Eurostat publiées mercredi 30 octobre. Même l’Allemagne, pays malade du moment, retrouve un peu de couleurs, avec une croissance de 0,2 %, en partie grâce à la consommation des ménages. La France (0,4 %) et surtout l’Espagne (0,8 %) affichent aussi des performances apparemment solides. Ces chiffres sont pourtant largement en trompe-l’œil. « Il ne faut pas prendre cette reprise du troisième trimestre comme le signe d’une accélération robuste », avertit Riccardo Marcelli Fabiani, du cabinet d’études Oxford Economics. La croissance allemande est meilleure que prévu au troisième trimestre, mais elle a en revanche été revue à la baisse pour le deuxième trimestre, de -0,1 % à -0,3 %. Le plus important pays d’Europe est toujours en stagnation. Sur les six derniers trimestres, trois ont enregistré un produit intérieur brut (PIB) en baisse. Il faut également ajouter des bébais sur la France, la croissance du troisième trimestre étant gonflée artificiellement par une décision de comptabilité nationale : l’ensemble des droits de télévision et la vente des billets des Jeux olympiques et paralympiques ont été enregistrés sur cette période. Cette anomalie comptable va s’effacer au quatrième trimestre, réduisant mécaniquement la croissance.

CANADA

L’Etat veut réduire d’un tiers les émissions du secteur pétrolier et gazier

Le Canada a annoncé lundi vouloir réduire les émissions de son secteur pétrolier et gazier d’un tiers dès 2030 en mettant en place un système de plafonnement et d’échange de crédits carbone, sans toutefois réduire la production. L’objectif du système, qui serait mis en place progressivement sur plusieurs années, serait de réduire les émissions de 27% par rapport aux niveaux de 2026, ce qui équivaut à 35% des niveaux de 2019. Il n’inclut pas les émissions liées à la consommation finale de ces hydrocarbures. Le Canada est le quatrième producteur mondial de pétrole et ce secteur "représente près d’un tiers de notre pollution climatique", a souligné Steven Guilbeault, le ministre de l’Environnement, soulignant qu’"il doit faire sa juste part". Le plan du gouvernement "s’attaque à la pollution, pas à la production", a ajouté le ministre Guilbeault, soulignant qu’il incite les entreprises à investir dans des technologies de captation de carbone qui se développent de plus en plus. Ottawa estime que la production de pétrole et de gaz devrait encore augmenter de 16% de 2019 à la période 2030-2032, contre 17% en l’absence de plafond, et qu’il n’en résulterait qu’une réduction de 0,1% du PIB canadien.

Michelin ferme deux usines en France

Michelin annonce la fermeture de deux sites français. En proie à de sérieuses difficultés, le manufacturier français explique que "cette décision n'est intervenue qu'en tout dernier recours, une fois que toutes les solutions et scénarios alternatifs ont été analysés et évalués". Des fermetures justifiées par l'effondrement de l'activité pneumatique sur tous les segments (tourisme, camionnette et poids lourds) et la forte concurrence des pays d'Asie. Les marques à bas coût asiatiques, et notamment chinoises, ne cessent d'emporter des parts de marché en Europe et dans le monde. En dix ans, les ventes de ces acteurs d'entrée de gamme ont progressé respectivement de + 9 % dans les pneus tourisme et utilitaires légers, et + 11 % sur le secteur poids lourds. Cela, aux dépens du plus haut de gamme, en recul de 11 et 8 points, d'après le groupe clermontois. Il en résulte "une surcapacité structurelle de production dans certaines usines tourisme, camionnettes et poids lourds de Michelin en Europe", indique le manufacturier français. Le président du groupe, Florent Menegeaux évoque également, dans un entretien à Capital, la flambée du coût de l'énergie, "trois fois plus élevé en Europe qu'aux États-Unis ou en Asie" comme un sérieux frein à la compétitivité des sites français.

« une décision inéluctable »

Les deux sites visés "sont confrontés depuis plusieurs années à de grandes difficultés économiques" se défend Michelin. Au total, 1 254 salariés concernés. Le plus grand des deux sites, Cholet, emploie 955 salariés, spécialisés principalement dans la fabrication de petits pneus pour camionnettes (17 pouces et moins). Quant au site de Vannes (299 salariés) il produit principalement des câbles métalliques destinés à des pneus poids lourds. Ces deux sites sont confrontés à une baisse continue de leurs volumes de production "en raison notamment de l'évolution du niveau de la demande en Europe (...) sans perspective de redressement", souligne le groupe pneumatique.

Préserver l'emploi local

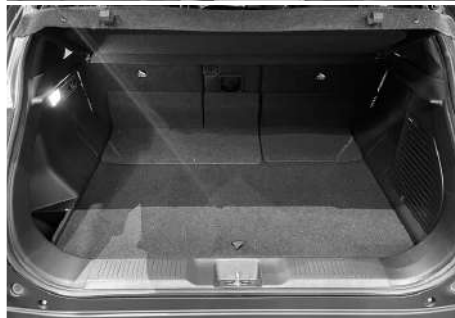
La production sur les sites en question diminuera petit à petit, pour s'arrêter définitivement début 2026. Michelin entend cependant recréer localement autant d'emplois qu'il en supprime. Dans un premier temps, Michelin va arrêter la production des deux usines jusqu'au 13 novembre pour "permettre à la direction et aux organisations syndicales de proposer des échanges collectifs et individuels aux employés". Ensuite, le groupe "analysera les opportunités d'implantation de nouvelles activités industrielles et tertiaires en concertation avec les décideurs locaux et les acteurs du développement économique territorial". Michelin "enregistrera une provision d'environ 330 millions d'euros en charges dans ses comptes 2024" au titre de ces plans sociaux. Cette restructuration fait suite à une précédente annonce sur la fermeture de deux sites de production en Allemagne en 2025.

Restructuration et modernisation

Le groupe français a enregistré un recul de 5,4 % de ses ventes lors du troisième trimestre 2024. Entre le 1er janvier et le 30 septembre, Michelin accuse une perte de 4,6 % due notamment au ralentissement du marché des véhicules neufs. Michelin a même revu à la baisse d'une centaine de millions son résultat opérationnel (3,4 milliards d'euros vs plus de 3,5 milliards précédemment). Le groupe, entend accélérer sa politique de modernisation de digitalisation dans le cadre de son plan "Michelin Industrie France 2030".

Le Suzuki eVitara fait table rase du passé

Suzuki passe à l'électrique et le eVitara en est le fer de lance. S'il adopte l'énergie à électrons, il peut toujours sortir des sentiers battus grâce à deux moteurs disposés sur chaque essieu le transformant en 4x4. Son arrivée est prévue à l'été 2025, mais il ne mettra pas pour autant l'actuel modèle à la retraite.



l'hexagone. S'il s'étend sur une longueur proche (4,27 m), sa gamme est plus riche. En version à deux roues motrices (traction avant), il propose deux puissances, 144 et 174 ch, pour un couple identique, et peu élevé, de 189 Nm.

Spécialiste de la transmission à quatre roues motrices, Suzuki ne pouvait proposer un modèle dénué de cette technologie, un élément le différenciant nettement des concurrents. C'est pourquoi un second moteur installé sur le train arrière est disponible. Cette version, baptisée ALLGRIP-e, cumule deux moteurs (174 ch à l'avant et 65 ch à l'arrière) dont la puissance maximale atteint 184 ch. Le couple devient par la même occasion nettement meilleur avec 300 Nm.

Un eVitara qui nous vient d'Inde

Pour ce qui est des batteries lithium-fer-phosphate, là aussi Suzuki propose deux solutions. Une première d'une capacité de 49 kWh et une seconde de 61 kWh. À noter que la première est disponible en deux et quatre roues motrices. En revanche, Suzuki n'évoque pas de chiffres précis concernant l'autonomie, qui devrait toutefois atteindre 400 km, grâce notamment à l'aide d'une pompe à chaleur. Côté recharge, le constructeur indique qu'il peut emmagasiner 150 kW en courant continu et 11 kW en courant alternatif. Dernier point, ce SUV pèse entre 1 702 et 1 899 kg selon les versions.

La production du eVitara commencera en Inde au printemps 2025 et les ventes débuteront dans différentes régions du monde, dont l'Europe, l'Inde et le Japon à l'été 2025.

Après en avoir donné une idée précise en Inde en janvier 2023, puis au Japon sous forme d'un concept nommé eVX, la version définitive est désormais dévoilée.

Le Suzuki Vitara est en pleine mutation et devient eVitara. Il s'agit pour la firme japonaise de son premier véhicule électrique. Un modèle qu'il partagera d'ailleurs avec Toyota puisque les deux constructeurs ont travaillé conjointement à son développement.

Par rapport au concept, la version définitive n'évolue que dans les détails pour répondre à des contraintes de coût et d'industrialisation. Ainsi, il conserve son aspect musclé notamment au niveau du profil. Les bas de portières, les passages de roue, les ailes, tout est fait pour le rendre visuellement robuste. Les roues de 18 ou 19 pouces assoient encore plus ce eVitara. L'avant est un peu plus classique, notamment au niveau des optiques, même si le bouclier adopte des formes assez singulières. La partie arrière se veut presque banale et reçoit un bandeau non lumineux, comme c'est la grande tendance du moment. Tout en étant athlétique, le design de ce eVitara évite l'originalité. Un choix que

lui permettra certainement de plaire au plus grand nombre.

Un habitacle accueillant

L'habitacle se veut moderne avec une dalle numérique regroupant le combiné d'instrumentation et l'écran tactile. Chose assez étonnante, les deux affichages ne sont pas alignés, celui en face du conducteur étant plus bas. Les aérateurs de grande taille donnent un aspect de robustesse tandis que la console centrale est plutôt imposante.

À l'arrière, la place pour les jambes est appréciable, mais la garde au toit apparaît un peu juste. Du fait d'avoir la batterie dans le plancher, les genoux sont un peu pliés. Rien de rédhibitoire, mais la posture pourrait être meilleure. Quant au coffre, il ne brille pas par son volume (306 litres), ni par son seuil de chargement trop haut. Ce eVitara, bâti sur une nouvelle plateforme HEARTECT-e, boxe clairement dans la catégorie des SUV du segment B et affrontera directement les Peugeot E-2008 et Hyundai Kona Electric, mais aussi les Renault Mégane E-Tech, Opel Mokka Electric ou encore Jeep Avenger dans

Nvidia prépare des puces Arm pour les PC Windows

Le fournisseur de Santa Clara espère proposer aux fabricants de PC des circuits intégrés complets et concurrencer directement la puce Snapdragon X de Qualcomm.



Tout le monde ne le sait peut-être pas, mais Nvidia fabrique beaucoup de processeurs Arm. En plus de ses propres boîtiers TV Shield (avec Google TV), très appréciés, le fournisseur fabrique le cœur Tegra de toutes les Nintendo Switch, soit plus de 140 millions d'unités, à l'heure où la génération actuelle de console de jeux touche à sa fin.

Selon un rapport de DigiTimes Asia, Nvidia voudrait développer un processeur concurrent du Snapdragon X de Qualcomm pour le matériel Windows dès l'année prochaine.

Si l'on en croit le média, Nvidia préparerait un système sur puce combinant CPU et

GPU spécifiquement pour les PC Windows, qui rivaliserait avec les puces Arm de Qualcomm. Des fabricants comme Dell, Lenovo, Acer et d'autres disposeraient ainsi d'une option alternative pour les machines Windows basées sur Arm, ce qui ouvrirait le marché à quatre acteurs majeurs : Intel, AMD, Qualcomm et désormais Nvidia.

D'après le DigiTimes Asia, Nvidia espère lancer son SoC (System on a Chip) en septembre 2025, ce qui veut dire que des laptops intégrant le système pourraient être commercialisés au début de l'année 2026. Cela permettrait de passer outre l'accord d'exclusivité entre Microsoft et Qualcomm

pour Windows sur du matériel basé sur Arm, dont les détails n'ont jamais été attestés. Il convient également de souligner qu'un litige important entre Arm et Qualcomm autour des brevets Nuvia pourrait inciter Microsoft et ses partenaires à diversifier leurs options matérielles.

Une diversification stratégique

Cela fait un certain temps que des informations circulent sur le développement de la puce Arm de Nvidia. Il faut dire que le concepteur a plus d'expérience qu'on ne le pense avec ces puces. Voilà des années que le fournisseur est impliqué dans les domaines de la téléphonie mobile, des consoles et des décodeurs.

Certes, ces puces assez anciennes n'ont pas bénéficié de révision majeure depuis plus de sept ans, mais selon les rumeurs, Nvidia devrait fournir des puces pour la future Switch 2.

Et il y a un autre facteur à prendre en compte : grâce au boom de l'IA, les caisses de Nvidia sont pleines. L'entreprise serait même aujourd'hui la plus rentable de la planète. Et, à l'image de ce qu'a réussi à faire l'entreprise dans la bulle cryptographique, elle pourrait chercher à se diversifier au-delà des GPU et des centres de données pour faire en sorte de rester en tête si le marché de l'IA devait brusquement s'affaiblir. Se développer sur un nouveau marché et vendre potentiellement des millions de SoC pour les fabricants d'ordinateurs OEM serait un excellent moyen de diversifier ses offres. Cela dit, aucune de ces informations ne peut être confirmée de manière indépendante. C'est la raison pour laquelle, il faudra surveiller de près le marché des PC pour y déceler tout changement majeur l'année prochaine...

Atos cède Worldgrid à Alten pour 270 M€

Pour regagner un peu de marges de manoeuvre, Atos annonce la vente de sa filiale Worldgrid à Alten pour un montant de 270 millions d'euros. Cette transaction, qui devrait se conclure avant la fin de l'année 2024, permettra à Alten de renforcer sa position dans le secteur de l'énergie. Toujours engagé dans la restructuration de sa dette et de ses activités pour assurer sa survie, AtoS a officiellement signé un accord de cession de sa filiale Worldgrid à Alten pour une valeur de 270 M€. Worldgrid, qui emploie près de 1 100 collaborateurs, est un acteur clé dans les services de conseil et d'ingénierie pour les secteurs de l'énergie - notamment nucléaire - et des services publics. En 2023, Worldgrid a généré un chiffre d'affaires de 170 M€. Cette acquisition permettra à Alten de consolider sa position dans le domaine de l'énergie, secteur où la SSII détient déjà une expertise.

Selon les termes de l'accord, "la transaction envisagée assurerait une continuité entière du service pour les clients stratégiques et les employés de Worldgrid. Les instances représentatives du personnel et les régulateurs ont déjà donné leur feu vert, et la clôture de la transaction est attendue avant la fin de l'année. Atos, de son côté, poursuit sa stratégie de recentrage sur ses activités principales. "Cette opération marque une nouvelle étape dans la transformation de notre groupe, tout en garantissant à Worldgrid une croissance pérenne sous l'égide d'Alten", explique la SSII dans la tourmente dans un communiqué.

Intel et AMD réunies ? L'idée surprenante qui agite les États-Unis !

La situation financière d'Intel inquiète son conseil d'administration bien sûr, mais aussi en très haut lieu, du côté du département du Commerce américain. Société majeure de la tech américaine, Intel ne laisse bien sûr pas indifférent le gouvernement de l'Oncle Sam, dont certains représentants pourraient avoir des idées originales si la mauvaise passe devait perdurer. C'est au département du Commerce que ces idées auraient émergé, même si, pour l'heure, il n'est pas question d'appliquer cette fusion entre certaines des plus grandes entreprises technologiques américaines.

Une fusion pour sauver Intel

Depuis déjà plusieurs mois, la situation d'Intel inquiète. Souvenez-vous, en août dernier, la publication des résultats du deuxième trimestre fiscal de l'entreprise avait sonné comme un coup de tonnerre. Intel avait dans la foulée annoncé

un vaste plan de restructuration visant la suppression de 15 000 postes à travers le monde et, par la suite, indiqué qu'elle cherchait à revendre Altera, achetée 16,7 milliards de dollars en 2015. Une double décision qui ne devrait pas porter ses fruits avant plusieurs mois... trop tard pour le troisième trimestre de l'exercice fiscal du

groupe, lequel a été l'occasion de pertes encore plus importantes : pas moins de 16,6 milliards de dollars !

Bien sûr, le plan de licenciements et les indemnités qu'il engendre ne sont pas étrangers à ces pertes abyssales, mais cela inquiète... au plus haut de l'État américain, puisque le département du Com-

merce envisagerait plusieurs solutions pour « sauver le soldat Intel ».

Fusion avec Qualcomm ? Marvell ? AMD ?

Plusieurs hypothèses de rachats ont déjà émergé, mais le département du Commerce serait plus enclin à l'idée d'une fusion entre Intel et une autre entreprise de la tech

américaine. Cette décision ne devrait de toute façon pas être prise avant les résultats officiels de l'élection présidentielle américaine. La rumeur évoque notamment une possible fusion entre Intel et Qualcomm, dont le P.-D.G., Cristiano Amon, n'a pas caché son intérêt pour la société dirigée par Pat Gelsinger. La fusion envisagée par le gouvernement américain pourrait aussi se faire avec un acteur comme Marvell et, plus intéressant encore, le nom du concurrent de toujours circule lui aussi.

AMD serait effectivement un client potentiel pour cette fusion. Il est d'ailleurs amusant de noter qu'il y a juste quelques semaines, AMD et Intel annonçaient la mise en place d'un « groupe consultatif sur l'écosystème x86 ». La fusion est encore loin d'être validée, et c'est un processus qui, de toute façon, prendrait plusieurs mois à se mettre en place, mais avouez que voir ainsi réunis les deux frères ennemis du processeur PC serait casse-



Mots fléchés

Pigeons blancs		Sépare		Convien <i>s</i>		Échine		Arme automatique (initiales)			Dame		Jadis le loup
Bel oiseau				En ce lieu		Organe récepteur				Organe d'un sens Chauve-souris	Paradis terrestre		
Bijou		Roches ferriques						Expulsée Entre l'URSS et la Russie (initiales)					
		Brillant					Habitation africaine					Grand lac américain	
							Frangins						
Voix qui change				Délicat									Substance
Ceinture jaune				Inventé									
			Mer européenne		Sortie	Glissé					Île de France Unités forestières		
Alcaloïde								Singe-araignée		Situé à l'étude			
Usés										Saison			
						Insuffisances							
Certificat	Natives					Écimé						Un de nos voisins	
	Pacotilles					Toilettes publiques							
				Beau château					L'Irlande gaélique				
				Commune du Cher					Empereurs russes				
Représentation		Recueil d'anecdotes	Prénom féminin			Petit lieutenant				Annonce la suite			
			Geindre			Id est							
					Contestes					Qualité d'huiles (initiales)			
					Figé					Coiffure papale			
Force								Astate			Affole		Arrose Paris
Proclamées													
							Suppliais						
							Écharpes						
Jeune comédienne		Péninsule d'Asie		Général confédéré				Assaison-née					
				Paris sous les romains				Fleuve outre-Rhin					
									Femme du rajah				
									Vaincu				
Erbium			Sur une plaque néerlandaise		S'écrouler							Orateur grec	
Risquant													
					Chanteuse française					Partie tendre			
					Manche au tennis					Levant			
Petite pomme	Offensé							Petits socles					Petit tour
	Praséodyme							Langue du sud					
			Cérium			Bêtes					Pour unir		
Donne							Couteau à lame rétractable						

Une nouvelle ligne de transport Blida-Aéroport Houari Boumediene

Le réseau de transport de la wilaya de Blida a été récemment renforcé par une nouvelle ligne reliant la gare routière "Chahid Baila Farouk" à l'aéroport international "Houari Boumediene" d'Alger, a indiqué mardi, un communiqué rendu public par cette gare. Cette nouvelle ligne Blida-Aéroport international "Houari Boumediene", à raison d'une desserte par jour (11h00), a été ouverte dans le cadre des festivités de commémoration du déclenchement de la Révolution du 1er novembre 1954, a ajouté la même source, notant la possibilité de modification des horaires des dessertes, en fonction des besoins des voyageurs. Le même communiqué a souligné l'affectation d'un guichet spécial pour la réservation des billets de bus vers l'aéroport, parallèlement à la possibilité de réservation de billets en ligne, via l'application "Mahatati", dédiée à cet effet dans le cadre de la numérisation du secteur. Cette initiative vise à assurer de nouvelles lignes de transport aux citoyens en réponse aux besoins exprimés dans ce domaine, selon la même source. A noter que la gare routière "Chahid Baila Farouk" a entamé la numérisation de ses lignes à partir du 2e semestre de cette année. Elle compte plus de 650 lignes de transport (inter-wilayas, urbaines et suburbaines), a conclu le communiqué.

Les Enjeux
Quotidien national de l'économie
Eco

Mercredi 6 novembre 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



ANALYSE

Pas d'industrie de base, pas de souveraineté !

Par Anaïs Voy-Gillis (*)

Les industries primaires ont leur place en Europe. L'ignorer a conduit à l'échec des tentatives de réindustrialisation, comme le prouve l'exemple français. Pandémie, guerre en Ukraine, tensions géopolitiques nous ont rappelé que la souveraineté économique était tout sauf un concept abstrait. Elle se forge à travers des choix concrets, notamment celui de préserver et de développer nos industries primaires. Industrie lourde, industrie de l'amont ou encore industrie de base, critiquées pour leurs impacts environnementaux, sont pourtant les mères de toutes les autres et le point de départ des transitions. Comment pouvons-nous imaginer nous soigner sans production de principes actifs ? Comment pouvons-nous imaginer fabriquer les biens nécessaires à la transition écologique sans acier, sans aluminium, sans chimie et sans matières premières ? En négligeant ces secteurs industriels, nous mettons en péril non seulement notre indépendance, mais aussi notre capacité à faire

face aux défis environnementaux. Or, ces industries sont sous pression comme jamais auparavant alors même qu'elles doivent investir massivement dans leur transition écologique. La réalité est cruelle : concurrence asiatique, protectionnisme américain, croissance des contraintes réglementaires et explosion des prix de l'énergie. Or, la France et ses acteurs ont trop souvent choisi la facilité : délocaliser la production en dehors de notre cadre réglementaire et accepter le retour sur notre territoire de produits fabriqués avec des contraintes sociales et environnementales moindres. Certes, délocaliser nous a permis de produire en masse des produits à bas coûts et d'inonder les marchés européens, mais a conduit à notre déresponsabilisation face aux conséquences environnementales de nos choix. Aujourd'hui, l'Union européenne et les Etats membres souhaitent soutenir la renaissance industrielle du continent. Toutefois, on entend qu'il faudrait se concentrer sur les industries à forte valeur ajoutée. Les industries primaires sont souvent les parents pauvres car face à la concurrence asiatique et aux

coûts de production européens, elles affichent des marges plus faibles que d'autres industries. Ainsi, pour atteindre plus rapidement les objectifs environnementaux, ils seraient tentés de les laisser périr. On pourrait se dire qu'elles n'ont plus leur place en Europe, mais quelle grave erreur cela serait ! La stratégie française de se placer sur les tâches en amont et en aval de la production, réputée à plus forte valeur ajoutée, avec la volonté de se positionner sur quelques secteurs, a été un échec. Au lieu de la réussite économique promise, nous avons connu les larmes d'une longue désindustrialisation, hérité d'une dette publique colossale et d'un déficit commercial abyssal nous rendant incapables de financer un modèle social auquel tout le monde est attaché. L'autre erreur est de penser que les pays auxquels nous laissons ces industries n'ont pas eux aussi envie de remonter les chaînes de valeur, tout en ayant l'avantage de maîtriser l'ensemble des étapes de production. L'exemple des véhicules électriques devrait nous amener à questionner nos choix, nos orientations et surtout nos

certitudes. Il y a encore quelques années nous pensions qu'il serait difficile pour de nouveaux acteurs d'entrer sur le marché automobile. Tesla et la Chine, dont le point commun est d'avoir des approches intégrées, nous démontrent que sans vision stratégique, des avantages que l'on pensait acquis peuvent être dilapidés en quelques années. Déjà nous voyons que les usines de fabrication et de recyclage de batteries peinent à trouver un modèle économique en Europe, situation renforcée par un prix de l'énergie élevé et une demande atone. Ces industries de base irriguent également nos territoires en créant de nombreux emplois directs et indirects. Peut-être ne font-elles pas rêver tout le monde et très certainement doivent-elles se moderniser et se transformer pour répondre au défi de ce siècle. Mais sans maîtrise de l'amont des chaînes de valeur nous nous condamnons à l'impuissance et nous obérons nos capacités à financer notre modèle.

(*) Chercheuse associée à l'IAE de Poitiers

Source : Les Echos

Publicité

anep
ANEP ASSOCIATION NATIONALE DES ECRIVAINS PROFESSIONNELS

PROGRAMME DES VENTES-DÉDICACES SILA 2024

JEUDI 07 NOVEMBRE
Najima Selam
Assistance à la création de l'œuvre
Poésie

VENDREDI 08 NOVEMBRE
Najima Selam
Assistance à la création de l'œuvre
Poésie

SAMEDI 09 NOVEMBRE
Najima Selam
Assistance à la création de l'œuvre
Poésie

DIMANCHE 10 NOVEMBRE
Amel Bakhouja
Tahar Abdelkader
Assistance à la création de l'œuvre
Poésie

LUNDI 11 NOVEMBRE
Najima Selam
Assistance à la création de l'œuvre
Poésie

MARDI 12 NOVEMBRE
Najima Selam
Assistance à la création de l'œuvre
Poésie

VENDREDI 15 NOVEMBRE
Najima Selam
Assistance à la création de l'œuvre
Poésie

À PARTIR DE 14H AU STAND ANEP PAVILLON CENTRAL

anep
ANEP ASSOCIATION NATIONALE DES ECRIVAINS PROFESSIONNELS

ANEP منشورات
الطبعة 27 للصالحون
الدولي للكتاب

تخفيضات 30%

عناوين متنوعة

قصر المعارض - الصور البصري
طاج C
من 06 إلى 16 نوفمبر 2024